



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

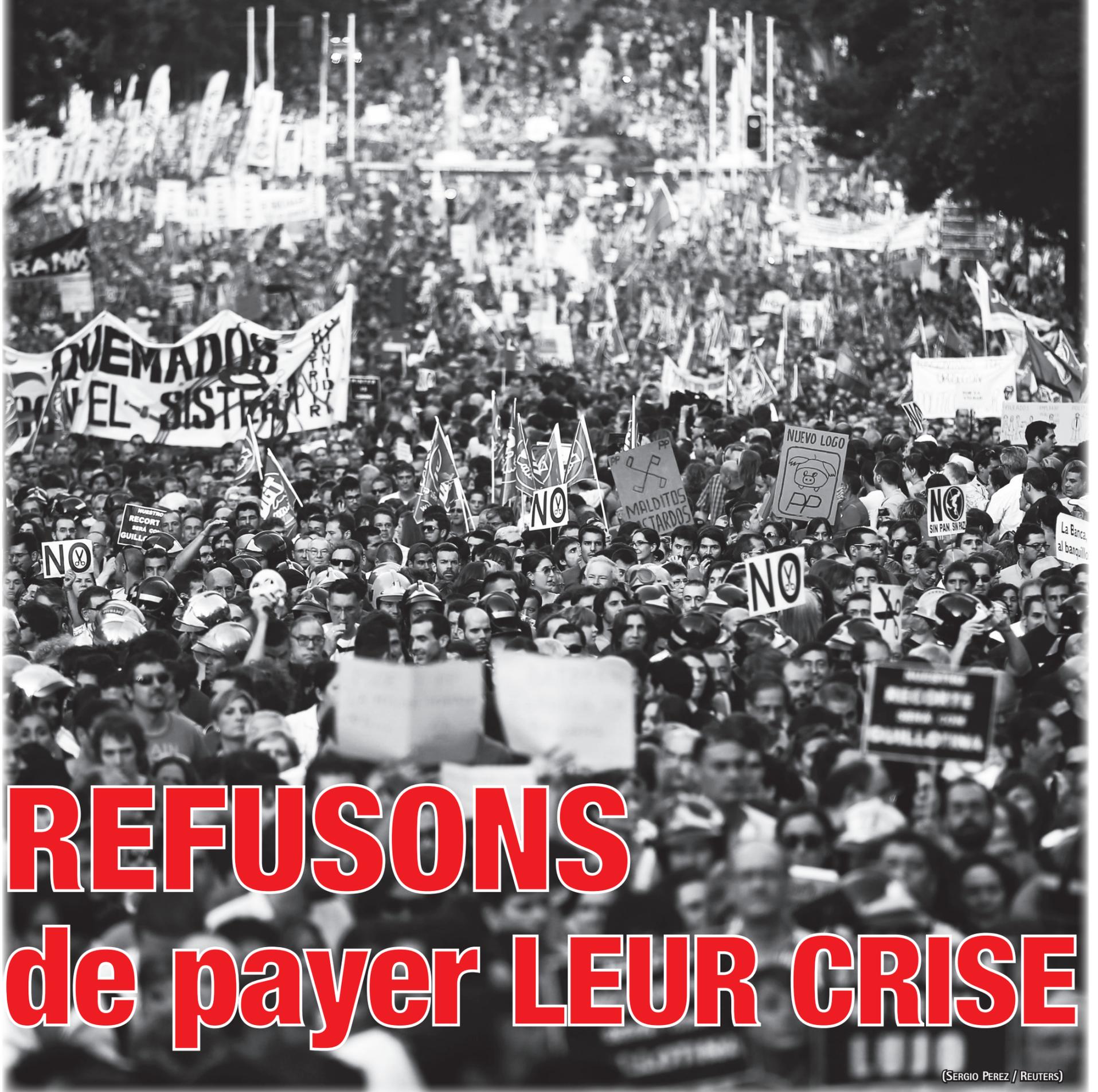
# TOUT! est à nous!

Numéro spécial  
**La crise  
en Europe**

n° 159 - 26 juillet 2012 - 1,20 €

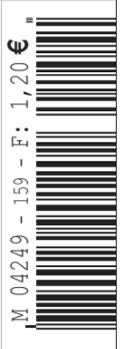
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## France, Grèce ou Espagne



# REFUSONS de payer LEUR CRISE

(SERGIO PEREZ / REUTERS)





# Aux racines de la crise européenne

*L'Europe est devenue le maillon faible du capitalisme mondial. La crise économique et financière a débouché sur une crise des dettes publiques, aggravée par la nécessité pour les États capitalistes de renflouer des banques dont les bilans débordent de créances « pourries ». À son tour, cette crise de la dette a provoqué une crise de la zone euro, désormais menacée dans son existence même. Bousculée par la mondialisation capitaliste, l'Europe fait aussi et surtout face à ses propres contradictions.*

Comme les analystes bourgeois le reconnaissent eux-mêmes, la « construction européenne » est restée bancal, orpheline d'un État même embryonnaire. Elle a été fondée sur un marché unique, puis sur une monnaie unique, mais sans unification des politiques économiques ni a fortiori sociales. Et après que les niveaux de développement ont semblé pendant un temps se rapprocher, la crise a révélé puis aggravé une divergence croissante entre les différentes économies de l'Union européenne.

## MARCHÉ EUROPÉEN, MONNAIE EUROPÉENNE, MAIS INTÉRÊTS NATIONAUX

Le marché est européen, mais les intérêts qui pilotent l'économie restent avant tout nationaux. Les produits et services (comme les capitaux) circulent sans frontières, mais l'organisation de leur production reste déterminée fondamentalement par les bourgeoisies nationales. Pour dix-sept pays la monnaie est européenne, mais leur intégration économique est absente et il n'y a nulle harmonisation fiscale ni sociale – celle-ci étant même formellement interdite par les traités de l'Union européenne.

Loin des idéaux initiaux de coopération, l'Union européenne et l'euro organisent une concurrence exacerbée... d'abord entre les États européens eux-mêmes. Les seuls bénéficiaires en sont les grandes entreprises multinationales<sup>1</sup>, libres de décider d'installer leurs sièges sociaux ou d'effectuer leurs facturations dans des paradis fiscaux (Luxembourg, Irlande...), ou encore de délocaliser leurs usines dans l'est européen où le coût de la main-d'œuvre et les impôts sont infiniment moins élevés que dans leurs pays d'origine.

## UNE TOTALITÉ DIFFÉRENCIÉE ET HIÉRARCHISÉE

L'Europe est une réalité historique et culturelle, et dans une certaine mesure (malgré les

obstacles que place le capitalisme) économique. Son unification est une nécessité pour le progrès de tous les peuples, de toutes les sociétés qui la composent. Les conceptions libérales, présentes dès l'origine mais qualitativement aggravées par l'Acte unique (1986) puis le traité de Maastricht (1992), ont cependant démontré leur incapacité à la faire avancer dans cette voie.

L'Union européenne, et en son sein la zone euro, sont ainsi devenues des totalités de plus en plus différenciées et hiérarchisées, dans lesquelles les bourgeoisies des États impérialistes les plus puissants ont étendu leur influence, et même leur domination, au détriment des peuples des États les plus faibles.

## L'EURO, INSTRUMENT DES FORTS

Le marché unique a logiquement permis aux capitalistes offrant les produits ou services les plus performants et compétitifs, de gagner des parts de marché au détriment de leurs concurrents moins affûtés. L'euro, calqué sur l'ancien mark allemand, a aggravé la situation en imposant à des pays nettement moins développés, ou aux économies plus fragiles, une monnaie surévaluée au regard de leurs capacités.

La désindustrialisation massive de l'Espagne et de la Grèce a été en grande partie un corollaire et une conséquence de l'avancée des groupes capitalistes d'autres pays européens. En Espagne, la bourgeoisie et ses gouvernements – de droite ou « socialistes » – ont alors misé sur le secteur de la construction, qui a fait l'objet d'une spéculation effrénée alimentant une croissance largement artificielle, avant de s'effondrer lorsque la bulle immobilière mondiale a explosé, d'abord aux États-Unis. En Grèce, le système a utilisé à fond les possibilités d'endettement facilitées par l'Union européenne, et qui profitaient avant tout à ses grandes banques (principalement allemandes et françaises); jusqu'à ce que le déclenchement de la crise mondiale mette à nu des déséquilibres que les marchés financiers ont alors considérés comme insoutenables.

Dans l'un et l'autre cas, les bourgeoisies nationales s'étaient adaptées de bon gré à la nouvelle division internationale du travail imposée par leurs homologues les plus fortes, et engagées à fond dans les nouvelles opportunités de profit basées sur les mécanismes spéculatifs. Aujourd'hui, toujours soutenues pas les institutions de l'Union européenne, elles se retournent violemment contre leurs classes exploitées, appelées à supporter tout le poids de la crise.

## LA CRISE DE LA DETTE ET SES BÉNÉFICIAIRES

Les États les plus endettés de l'Europe du Sud ne le sont pas davantage qu'un pays tel que le Japon. Prise globalement, la dette publique des pays de la zone euro atteint 87% de leur PIB, contre plus de 100% pour les États-Unis d'Amérique. Mais les États-Unis, où les réalités économiques et sociales sont pourtant très différentes selon les territoires, ont une politique et des institutions économiques communes, capables de garantir en dernière instance la solvabilité des différents États. De même disposent-ils, comme le Japon ou la Grande-Bretagne, de la maîtrise de leur politique monétaire: capacité à émettre de la monnaie ou des obligations d'État, à racheter de la dette, à dévaluer ou réévaluer.

Rien de tel dans la zone euro, où les États les plus faibles n'ont aucun moyen de se défendre, en vertu de « l'orthodoxie financière », sanctionnée par le traité de Maastricht et renforcée aujourd'hui par le TSCG, qui traduit la volonté des bourgeoisies les plus puissantes de ne pas courir le moindre risque de devoir payer pour les autres. Dans cette situation, les pays à la fois les plus endettés et les plus fragiles deviennent des proies faciles pour les « marchés financiers ».

La Grèce supporte ainsi le poids d'une monnaie totalement surévaluée, tout en étant prise dans le carcan de traités européens qui lui interdisent toute politique autonome par laquelle elle pourrait tenter de se redresser. L'autre raison de la crise apocalyptique dans laquelle le peuple grec ne cesse de s'enfoncer est la volonté des bourgeoisies européennes de défendre à tout prix leurs profits, même si cela implique une spirale récessive qui aggrave encore les déséquilibres globaux de l'UE et de la zone euro.

## LES (NON) SOLUTIONS BOURGEOISES

Jusqu'à présent, les gouvernements européens n'ont trouvé aucune solution cohérente viable pour remédier à cette crise. En couverture de son édition du 26 mai, l'hebdomadaire *The Economist* énonçait l'alternative posée selon lui à l'Europe: « rupture » ou « super-État ». En précisant dans son article central: « Une voie mène à la disparition complète de l'euro, avec toutes ses répercussions économiques et politiques. L'autre implique un transfert de richesses sans précédent dans les frontières européennes et, en retour, un abandon correspondant de souveraineté. »

De fait, le sommet européen de la fin juin n'a débouché à nouveau que sur un bricolage: un peu (pas beaucoup) de transfert pour maintenir à flot les États les plus menacés, et un peu (plus) d'abandon de souveraineté. Ces derniers, au profit d'institutions européennes qui, comme on le sait, sont tout sauf dotées de la moindre légitimité démocratique. Avec toujours, au cœur, une austerité renforcée contre les travailleurs et les peuples.

## LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE CONTRE L'UNION EUROPÉENNE

La crise de l'Union européenne et de la zone euro mettent donc en évidence l'incapacité des capitalistes à unifier le continent, à organiser une coopération harmonieuse entre ses peuples, à libérer ses forces productives tout en les maîtrisant en fonction des besoins sociaux et environnementaux.

La vieille idée des États-Unis d'Europe apparaît chaque jour davantage comme une nécessité, mais il est tout aussi clair que la réaliser impliquera de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Ce que seuls pourront accomplir des gouvernements au service des travailleurs, commençant à rompre avec la loi du profit.

Jean-Philippe Divès

1. Le terme « multinational » se réfère ici au champ d'opération des grands groupes financiers, industriels et de services, non à leurs centres de décision et aux intérêts qu'ils représentent, qui restent essentiellement basés dans les vieux États nationaux.

## Aux États-Unis, le fossé se creuse entre riches et pauvres

La moitié la plus pauvre de la population des États-Unis ne détenait plus que 1,1% de la richesse nationale en 2010, indique un rapport du Centre de recherche du Congrès.

### Pourquoi les inégalités se sont-elles renforcées ?

Depuis l'entrée en fonction de George Bush en 2001, le fossé entre riches et pauvres s'est encore accru aux États-Unis. La part de la richesse américaine détenue par la moitié la plus pauvre de la population a été pratiquement divisée par trois en dix ans, chutant de 2,8% à 1,1% en 2010, indique un rapport du Centre de recherche du Congrès des États-Unis.

Parallèlement, les Américains les plus fortunés se sont enrichis. 1% de la population possède désormais près de 35% de la richesse nationale (+2 points de pourcentage) et les 10% les plus riches en détiennent 75% (+5 points).

La croissance tendancielle des inégalités serait largement imputable à la politique de baisse des impôts menée dans le pays. Mais la récession a encore creusé le fossé. L'appauvrissement de la moitié la moins riche de la population s'est fortement accéléré à partir de 2007. Sa part des richesses a chuté de 2,5% à 1,1% en trois ans, et jamais depuis dix-sept ans le pays n'a compté autant de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (15% de la population en 2010).

### Le phénomène est-il propre à ce pays ?

À l'échelle mondiale, 25 millions de millionnaires, représentant 0,5% de la population, concentrent à eux seuls 36% de la richesse de la planète, selon le rapport 2011 sur la richesse mondiale de Crédit suisse. Un rapport récent de l'OCDE montre que ces trente dernières années, les écarts de revenus se sont accentués dans la grande majorité des pays développés.

Le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus sur une échelle de 0 à 1, est passé en moyenne de 0,29 à 0,32 pour l'OCDE entre 1985 et 2008. Si la France reste épargnée par le phénomène, les écarts de revenus se sont sensiblement accrues en Allemagne et en Suède (+0,05 point).

Mais la croissance des inégalités a été plus marquée encore aux États-Unis (+0,06 point). À 0,38, le pays dépasse désormais la Grande-Bretagne de 0,04 point et affiche un écart de plus de 0,08 point avec la France et l'Allemagne.



# Europe, l'introuvable unité

Le constat est désormais partagé par tous. La crise économique qui dévaste les économies capitalistes frappe avant tout l'Europe et son maillon faible – les pays du sud du continent. Tout ceci autorise à parler d'une crise spécifique de l'euro, du dispositif instauré par le traité de Maastricht.

Et rares seront les observateurs qui nieront qu'à la racine de cette crise, il y a la fragmentation du continent.

Retour sur une question décisive.

Le siècle passé a été celui de l'émergence de l'impérialisme et de la domination américaine sur le monde. Mais d'où venait cette puissance américaine? Avant tout de la capacité qu'avait eu la bourgeoisie étatsunienne d'unifier le continent nord-américain sous sa houlette, de disposer ainsi d'une base territoriale, démographique, etc. Cette unification, obtenue par une guerre civile terrible, saluée par l'Internationale de Marx-Engels, ouvrit la voie à un développement prodigieux des forces productives. À l'inverse, les principaux États nationaux d'Europe se sont avérés incapables de se fondre dans des ensembles plus vastes, mieux adaptés aux exigences du capitalisme à son époque impérialiste. L'unification allemande, par exemple, laissa sur le côté des régions telles que le Danemark ou l'Autriche. Résultat: le XX<sup>e</sup> siècle fut celui d'un déclin des vieilles puissances européennes, morcelées et perclues de contradictions internes. La question de l'unité européenne – la concurrence entre puissances rivales – a donc été au centre de la politique européenne durant la quasi-totalité du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est largement à l'origine des deux guerres mondiales, dont il faut rappeler que l'épicentre se trouvait en Europe. Il faut pourtant noter que dès 1926, Briand, alors Premier ministre, pose la question de l'unité européenne en réaction à ce relatif déclin. Mais son rapport pour la Société des nations (SDN) sera vite enterré. Dans un discours célèbre de 1946, Churchill s'affirma aussi partisan de la construction d'«*États-Unis d'Europe*», considérés comme la seule alternative possible aux guerres qui avaient dévasté le continent. Mais là encore, les actes ne suivront pas les discours, en l'absence de force sociale apte à prendre le leadership de l'unification continentale.

## LA «CONSTRUCTION EUROPÉENNE»

C'est donc en 1957 que fut fondée la Communauté économique européenne, l'ancêtre de l'actuelle Union européenne. Il est notable que le Traité de Rome se prononce pour «*un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun*», ce qui serait déjà une raison suffisante pour le dénoncer.

On notera aussi que le traité évite toute allusion à une quelconque fédération européenne, à des États-Unis d'Europe – l'idée était que le «*rêve européen*» se matérialiserait via la constitution d'un marché européen. Le dispositif mis en place était en fait centré sur la libre circulation des marchandises et capitaux, ainsi que sur l'harmonisation des politiques agricoles. Il se distinguait par ailleurs par le soin extrême mis à ne pas remettre en cause la souveraineté des États membres.

Ernest Mandel constatait d'ailleurs alors que «*[...] Le véritable pouvoir au sein du Marché commun reste dans les mains du conseil des ministres*», sans que celui-ci puisse imposer en pratique des décisions à un quelconque gouvernement qui ne désirerait pas les appliquer». Étant entendu que «*[...] ils n'ont pas créé un État bourgeois commun, ni un gouvernement commun, ni une monnaie commune*». À l'exception de la question monétaire (on y reviendra), cette caractérisation demeure fondamentalement valable.

Ainsi, il n'existe toujours pas d'État européen, même embryonnaire: l'UE reste un nain politique dépourvu de diplomatie, de forces de protection (police, armée), son budget représente à peine plus de 1% du PIB des pays membres...

Il est vrai que depuis 1957, un certain renforcement de la CEE, puis de l'UE a eu lieu. Mais ceci s'est fait dans le strict respect de «*l'Europe des nations*». De Gaulle, par exemple, veillait à la préservation jalouse des intérêts de la bourgeoisie française – par exemple ce qui restait de son empire colonial (la «*françafrique*»).

La bourgeoisie britannique rejoignit la CEE en 1969 tout en s'assurant méticuleusement de pouvoir conserver son autonomie – donc sa capacité de manœuvre autonome. Et encore actuellement, on est frappé par l'effacement de Barroso, Van Rompuy et co face à Merkel ou Sarkozy et Hollande dans la conduite des affaires européennes...

Ce morcellement politique, les peuples d'Europe le paient actuellement au prix fort. Car c'est incontestablement un facteur décisif expliquant la profondeur de la crise actuelle.

## À PROPOS DE MAASTRICHT

Les lecteurs de *Tout est à nous!* savent combien ce traité, qui mit en place l'euro, la BCE et tutti quanti est critiquable – on ne s'étendra pas. Il existe par contre des faiblesses intrinsèques au dispositif fonctionnant depuis 1992 qu'il faut souligner.

La politique monétaire est traditionnellement l'un des attributs centraux d'un État, articulée à d'autres (politique budgétaire, économique...). Or si les États bourgeois de l'UE ont accepté de se défaire de cette prérogative monétaire, ils ont conservé les autres. D'où un compromis bancal et voué à prendre l'eau à la moindre bourrasque. Le TSCG est d'ailleurs censé «*corriger*» cette faiblesse en permettant une coordination des politiques budgétaires (en clair: appliquer l'austérité partout sans faiblir).

On sait aussi que le traité ne devait initialement englober que les pays satisfaisant à des critères dits «*de convergence*» – en clair, les pays d'Europe du Nord et la France. Mais Paris était peu désireux d'être vassalisé face à l'impérialisme allemand et ses alliés, bref d'accepter un rôle de puissance de seconde zone. On intrigua donc tant et plus pour permettre aux pays dits du «*Club Med*» (Espagne, Grèce...) d'intégrer le dispositif. Tout le problème est qu'une politique monétaire est étroitement liée à l'économie du pays considéré. Or dans le cas européen, ces besoins étaient largement contradictoires, entre pays du Nord tournés vers l'exportation et pays du Sud dont la production était tirée par la consommation intérieure.

Dans ces conditions, depuis 1992, la politique suivie par la BCE a surtout abouti à accentuer les déséquilibres au profit des pays les plus forts. Ainsi, la Grèce a vu disparaître la quasi-totalité du peu d'industrie dont elle disposait alors que l'Allemagne regorge d'excédents commerciaux. Quant à l'Espagne, la croissance dont elle a pu bénéficier était largement factice, facilitée par des taux d'intérêts réels artificiellement bas, car déterminés au niveau européen.

## LE REDRESSEMENT ALLEMAND

En fait, le traité de Maastricht fut adopté dans une période très particulière, dans la foulée de la réunification allemande, elle-même rendue inséparable de l'effondrement du stalinisme. Dans ce contexte, Kohl, le chancelier d'alors, fut obligé de mobiliser d'immenses ressources pour réunifier le pays et absorber les territoires de l'Est, l'ex-RDA. Il revint à Schröder, qui succéda à Kohl, de stabiliser la situation via un «*agenda 2010*» qui s'avéra

catastrophique pour la classe ouvrière allemande. «*Entre 1998 et 2007, le coût salarial unitaire nominal est resté constant en Allemagne, alors qu'il a augmenté de 27% dans le Sud et de 15% dans l'ensemble constitué par la France et le Nord hors Allemagne.*» On ne le répétera jamais assez: cette politique s'est avérée un véritable désastre social pour les travailleurs allemands, qui n'ont guère vu de retour en échange de ces sacrifices. Notamment, elle a abouti à un boom des délocalisations vers les pays de l'Est à bas salaire (Slovaquie, Pologne...). Parallèlement,



en Allemagne, on a assisté à une croissance des emplois dans les services, souvent précaires, mal rémunérés.

Mais en ce qui nous concerne, le problème essentiel est que ce redressement allemand, en l'absence de toute planification économique à l'échelle européenne, s'est largement fait aux dépens des autres pays européens, surtout les plus affaiblis. La compétitivité renforcée des produits allemands a permis qu'ils remplacent nombre de productions locales.

## UNE UNION EUROPÉENNE À PLUSIEURS VITESSES?

On est désormais entré en plein dans la crise. Après la Grèce et le Portugal, l'Espagne est désormais frappée de plein fouet. Le système bancaire vacille.

Pour donner une idée de ce qui est devant de nous, indiquons que des économistes prévoient que «*fin 2016, la demande intérieure serait inférieure de plus de 25% à son niveau de 2007 en Grèce et de près de 15% au Portugal*»<sup>1</sup>.

Selon Berlin, l'«*assainissement*» de la situation passe nécessairement par une austérité renforcée. Mais ça ne peut suffire à stabiliser la situation. Dans ce contexte, Merkel a annoncé son intention de progresser dans la voie de l'Union politique de l'Europe. En fait, il ne s'agit pour Berlin que de se donner les moyens politiques de poursuivre l'offensive contre les peuples en renforçant la «*légitimité*» des institutions de l'UE (par exemple par l'élection du président de la Commission). Au-delà, sous une forme ou une autre, on

s'achemine vers une UE à plusieurs vitesses. Déjà, nombre de voix s'élèvent à Londres pour quitter l'UE. Quant aux pays «*faibles*», ceux qui ne pourront suivre les injonctions de l'impérialisme seront laissés à leur sort.

## QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE?

Comme on le voit, en matière d'unification européenne, de planification économique, le constat de faillite de l'Europe des capitalistes, est sans appel.

Partant de ce constat, la gauche réformatrice («*anti-libérale*») en arrive à préconiser un renforcement des politiques de l'UE. Ces vœux pieux ne mènent nulle part. En fait, l'absence de coordination économique européenne est la conséquence de l'incapacité des bourgeoisies d'Europe à s'unir au sein d'une fédération européenne. Dépasser cette fragmentation, discipliner les intérêts nationaux contradictoires, demanderait de recourir aux méthodes révolutionnaires mises en œuvre par Lincoln ou les bourgeoisies d'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Les bourgeoisies d'Europe savent bien qu'elles n'ont pas les moyens d'avancer dans cette voie. C'est pourtant la seule solution envisageable pour enrayer le recul du continent.

En ce sens, la perspective d'unification européenne est inséparable de celle de rupture avec le capitalisme. Les États-Unis d'Europe seront socialistes ou ils ne seront pas!

**Pascal Morsu**

1. M. Husson: *Économie politique du «système-euro»*.  
2. A. Brender et al.: *La crise des dettes souveraines*.

# Les institutions européennes

Depuis sa création, l'Europe n'a de cesse de créer des règles permettant d'y appliquer un libéralisme économique débridé. Le nouveau traité européen qui entend faire graver dans les différentes constitutions la fameuse « règle d'or » n'est que la dernière péripétie d'une longue succession d'actes, de pactes, de traités donnant la priorité à la « concurrence libre et non faussée ». Les bourgeoisies européennes ont pris le prétexte de la crise pour tenter de liquider tous les acquis des travailleurs, aboutissant à un véritable recul en matière de droit du travail et de protection sociale. Malgré ses annonces de campagne, la politique que François Hollande a commencé à mettre en œuvre garde le cap de faire payer la crise aux peuples européens.

La crise économique mondiale a été l'occasion rêvée pour les bourgeoisies européennes et les institutions à leur service d'avancer dans leur projet fondamental de liquider le modèle social européen. Le rappel des principales dates de la construction de l'Union européenne montre une avalanche récente de traités et de pactes dans cette intention :

- 1957 - Traité de Rome, création de l'UE à six.
- 1986 - L'Acte unique, création du Grand Marché.
- 1992 - Traité de Maastricht, les fameux critères de convergence : notamment sur les finances publiques, déficit inférieur à 3% du PIB, dette inférieure à 60% du PIB.
- 1997 - Pacte de stabilité et de croissance, mise en place de la Procédure de déficit excessif, c'est-à-dire le contrôle par les instances technocratiques européennes du respect des critères de Maastricht.
- 2007 - Traité de Lisbonne, adopté par vote des parlements nationaux, et qui reprend les principales dispositions du Traité constitutionnel de 2005, refusé par référendum en France et aux Pays-Bas. Son objectif est de rendre irréversible l'orientation libérale de l'UE (par exemple « l'indépendance » de la BCE).
- Juin 2010 - Pacte de réforme structurelle : chaque pays membre doit proposer un plan de réforme destiné notamment à supprimer les « rigidités du marché du travail ».
- Mars 2011 - Pacte dit de « l'euro plus », qui poursuit quatre objectifs : stimuler la compétitivité, stimuler l'emploi, contribuer à la stabilité des finances publiques, renforcer la stabilité financière, et pour cela préconise notamment de « rendre le travail plus attractif » et de « réformer les retraites ».
- Décembre 2011 - Le Pacte de stabilité et de croissance renforcée est un ensemble de cinq règlements et une directive qui ont pour objectif de renforcer et élargir la surveillance et la possibilité de sanctions. Il donne à la Commission des outils de contrôle et de sanction en cas de dépassement du plafonnement des dépenses publiques. Elle peut ainsi imposer à un État de réduire sa dette publique. Le Pacte de stabilité inaugure un contrôle a priori sur la politique de dépenses publiques, sur le rythme et les mesures politiques prises pour réduire à terme la dette publique. Pour atteindre ces objectifs, il recommande le relèvement de l'âge de la retraite, l'interdiction de certains choix fiscaux, des politiques de contrôle des salaires (norme salariale impérative), une politique favorisant les investissements (maintien des intérêts notionnels par exemple). L'injonction, sur la façon de

INTERNATIONAL CORPORATION FOR MUCH POISON IN THE POCKET WITH FINGERS IN THE NOSE

L'EUROPE LIBÉRALE SA CONSISTE À MULTIPLIER PAR 6,56...

... LE NOMBRE DE PRÉCAIRES!



réduire dette et déficit, porte uniquement sur des perspectives de réductions des dépenses (sauf s'il s'agit de « sauver » les banques) et condamne d'éventuels projets de nouvelles recettes (en particulier s'il s'agissait d'augmentation d'impôts sur les revenus des capitaux). Cela a pris la forme d'une loi européenne, sans débat public. En résumé, l'austérité n'est plus un choix et n'a plus de limite dans le temps, elle devient la règle... On transforme ainsi en loi le transfert grandissant des revenus du travail vers les revenus du capital. La façon dont la Commission va mesurer les politiques des États membres pour veiller au respect des traités, se matérialise dans des dispositifs extrêmement

détaillés tout au long de l'année, et traduit l'augmentation du pouvoir de contrôle de la Commission européenne sur les budgets nationaux, L'Union européenne vient par là d'ouvrir une nouvelle ère que l'on pourrait qualifier de post-démocratique...  
 • Juillet 2012 - Entrée en vigueur du Mécanisme européen de stabilité économique (MES). Succédant au Fonds européen de stabilité financière (FESF), le MES est une disposition européenne supplémentaire créée sous la forme d'un accord intergouvernemental en dehors de la structure propre de l'UE, ce qui évite à un certain nombre de pays de devoir passer par la voie référendaire pour faire adopter le MES. L'intervention du fonds en faveur d'un État ○○○

## Les enchaînements de la crise internationale

Depuis le début de la mondialisation libérale des années 1980, les crises se succèdent : krach boursier mondial de 1987, crise du peso mexicain de 1994, crises boursières en Asie en 1997-1998, puis en Russie en 1999, débâcle économique et financière en Argentine en 2001, crise dite « Internet » en 2001. Mais celle qui a commencé en 2007, dans une mondialisation économique et financière généralisée et avec la montée des risques environnementaux, est beaucoup plus profonde... et nous n'en sommes pas sortis ! Schématiquement, les enchaînements sont les suivants :

2006 - Ralentissement du marché immobilier US  
 2007 - Crise immobilière US  
 2008 - Crise financière US  
 2008 - Crise financière mondiale  
 2009 - Crise économique mondiale  
 La crise prend ensuite un tournant particulier en Europe :  
 2010 - Crise des finances publiques en Europe  
 2011-2012 - Crise de l'Europe, crise de l'euro.

### 2007 - Crise immobilière US

Une particularité de l'économie US, première économie mondiale, est son endettement massif. À cause de la faiblesse des revenus de la majorité des ménages, ceux-ci ont, dans leur ensemble, un taux d'épargne quasi nul (alors qu'il est d'environ 10% en France) : donc ils consomment à crédit et ils investissent à crédit. Pour que le marché immobilier se développe, il faut que même les ménages modestes puissent acheter des logements. Les banques ont inventé pour eux des prêts hypothécaires particuliers (les subprimes) fondés sur le discours suivant : votre logement va prendre de la valeur, c'est votre garantie, vous serez plus riches et donc vous n'aurez pas de problème pour rembourser le prêt. Ceci suppose que le marché immobilier se développe effectivement et que les prix montent. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé : il y a eu surproduction de logements dans une période de stagnation du revenu des ménages, donc mévente et les prix se sont effondrés. Des millions de ménages américains ont été expulsés de leur logement qu'ils étaient devenus incapables de rembourser.

### 2008 - Crise financière US

Les banquiers n'ont bien sûr pas suivi le discours qu'ils tenaient à leurs clients. Par la titrisation, ils ont transféré ces crédits risqués à d'autres opérateurs financiers par les produits financiers dérivés. D'où trois niveaux de crise bancaire : crise de confiance (à cause de la titrisation des dettes, plus personne ne sait qui détient des créances douteuses), crise de liquidité (les prêts entre banques, sur le marché monétaire, s'interrompent), crise du crédit (les banques réduisent leurs prêts aux entreprises et aux ménages). Les organismes de prêts hypothécaires sont mis en quasi-faillite, mais les deux plus importants sont sauvés par le gouvernement. Faillites de grandes banques (Bear Stearns en mars, puis Lehman Brothers en septembre). Pour se procurer les liquidités que les banques ne fournissent plus, importantes ventes d'actions, d'où baisse des cours des actions : la crise bancaire devient une crise financière.

### 2008 - Crise financière mondiale

Avec la mondialisation, les échanges de

produits financiers dérivés propagent la crise sous ses trois aspects à l'ensemble du monde. Les banques centrales (prêteurs en dernier ressort) choisissent bien sûr de sauver le système, c'est-à-dire de baisser les taux d'intérêt de refinancement (Réserve fédérale-Fed : 2%, BCE : 1%) au risque d'encourager les spéculateurs à continuer à prendre des risques : « Too big to fail ». Chute généralisée des actions : au 2<sup>e</sup> semestre 2008, tous les indices boursiers perdent environ 50% de leur valeur (exemple le CAC40). Les États doivent intervenir directement, contrairement à leur doctrine libérale officielle, par des prêts aux banques en difficulté, et bientôt aussi aux grandes entreprises.

### 2009 - Crise économique mondiale

La crise du crédit, le quasi-blocage des crédits à l'économie, transforme la crise financière en crise économique généralisée, qui se propage aussi à tous les pays par la réduction du commerce international (exportations et importations). Ralentissement de la croissance mondiale, mais forte baisse pour l'Europe

# et la crise

est conditionnée au respect de la «règle d'or» c'est-à-dire du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), par lequel les États bénéficiaires se sont engagés à prendre des mesures précises, faute de quoi l'octroi du prêt ou l'intervention sur le marché primaire de la dette (l'achat des titres de dette nouvellement émis) sera refusé: «Le MES peut fournir à un membre [...] un soutien à la stabilité, subordonné à une stricte conditionnalité adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi. Cette conditionnalité peut prendre la forme, notamment, d'un programme d'ajustement macroéconomique ou de l'obligation de continuer à respecter des conditions d'éligibilité préétablies.»

Le contrôle du respect des conditions strictes pour qu'un pays puisse bénéficier du Fonds d'aide européen est exercé par le FMI (Fond monétaire international).

Les conditions de l'intervention du MES ont été clairement formulées par Jean-Claude Trichet (président de la Banque centrale européenne de 2003 à 2011): «Si un pays n'applique pas suffisamment les accords, alors les autorités européennes doivent pouvoir prendre le pouvoir dans ce pays». Trichet proposait en plus la mise en place d'un ministre européen des Finances ayant un droit de veto sur le budget des États membres...

• Prévu en 2013- Le Pacte budgétaire européen et la «règle d'or», aussi appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG). Globalement il durcit les critères de Maastricht, en particulier en abaissant le seuil maximum de déficit budgétaire toléré de 3% à 0,5% du PIB. De plus, ce pacte exige des États membres d'inscrire ces nouveaux critères («règle d'or») dans

leur Constitution au plus tard un an après son entrée en vigueur.

## LES POINTS CLÉS DU PACTE BUDGÉTAIRE EUROPÉEN

• «Règle d'or» budgétaire: les pays s'engagent à un déficit structurel (hors éléments exceptionnels et service de la dette) - d'un niveau maximal de 0,5% du PIB. Les pays qui affichent une dette en dessous de 60% du PIB, auront droit à un déficit structurel toléré de 1%.

• Correction automatique: chaque État devra lui-même prévoir qu'un «mécanisme de correction soit déclenché automatiquement» en cas de dérapage important par rapport à cet objectif, avec l'obligation de prendre des mesures dans un certain laps de temps.

• Inscription dans la Constitution: la règle d'or devra être inscrite «de préférence» dans la Constitution. À défaut, un texte de loi suffira si sa valeur juridique garantit qu'il ne sera pas remis perpétuellement

en cause. L'Allemagne a dû accepter cette concession, car de nombreux pays refusaient de modifier leur Constitution. Malgré cette précaution, l'Irlande a annoncé la tenue d'un référendum sur le sujet.

• Sanctions de la Cour de justice européenne: la Cour de justice européenne vérifiera la mise en place de la règle d'or. Elle pourra être saisie par un ou plusieurs États (on se «surveille» les uns les autres...) et au bout du compte infliger une amende allant jusqu'à 0,1% du PIB du pays fautif.

• Sanctions quasi automatiques pour les déficits jugés excessifs: la limite tolérée pour les déficits publics annuels reste à 3% du PIB. Ce dérapage doit être temporaire. Désormais un pays qui violera cette règle sera exposé à des sanctions.

• Suppression de l'aide financière pour ceux qui n'adopteraient pas le pacte: les pays qui décideraient de ne pas appliquer ce pacte ne pourront pas bénéficier du Mécanisme européen de stabilité (MES). Le MES et le pacte budgétaire sont intimement liés dans le sens où un pays qui n'aurait pas ratifié le pacte budgétaire ne pourra pas avoir accès aux fonds du MES.

## LA JUSTICE SOCIALE ET LA DEMOCRATIE SONT EN DANGER!

Fin 2011, à propos des orientations de la déclaration gouvernementale, un responsable syndical belge affirma: «Parler de gouvernement de gauche ou de droite n'a plus de sens puisque ce sera avant tout un gouvernement européen, un gouvernement qui sera contraint de faire ce que lui impose l'Europe.»

## L'UNION EUROPÉENNE «AUSTÉRITAIRE»

«Austéritaire», voilà bien le néologisme approprié pour qualifier l'orientation générale des décisions politiques européennes face à la crise financière. Tout y est fondé à la fois sur l'austérité budgétaire dans tous les domaines et sur un contournement des dispositifs démocratiques d'un certain nombre d'États membres de l'Union européenne. Par l'inscription dans les Constitutions nationales de l'équilibre obligatoire en matière de déficit budgétaire et de dette publique, les gouvernements européens piétinent la démocratie et décident de se soumettre définitivement aux règles du marché et à l'oligarchie financière. En effet, le fait que les parlements nationaux élaborent les lois et votent les budgets nationaux constituent un principe démocratique de base. Avec ce pacte, c'est la Commission européenne qui décidera des orientations budgétaires des États membres. Les élections nationales, permettant aux citoyens de décider d'un programme

politique et de la société qu'ils veulent construire, deviennent donc inutiles.

## DE MERKOZY À MERKOLLANDE, DE L'AUSTÉRITÉ À LA CROISSANCE ?

La proposition du gouvernement Hollande d'accompagner le pacte budgétaire d'un volet supplémentaire portant sur une politique de relance de la croissance, au contraire d'être saluée comme une avancée significative, doit être dénoncée fermement.

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, lui a rapidement emboîté le pas en proposant un nouveau «pacte pour la croissance». En reprenant le mot d'ordre de la dernière manifestation européenne («Pour l'emploi et la croissance») initiée par la Confédération européenne des syndicats (CES), les tenants de cette proposition cherchent à amadouer la colère des peuples face aux politiques. Cependant, dès que l'on creuse un peu de quoi pourrait être fait ce pacte de croissance, le masque tombe assez rapidement. En effet, M. Draghi continue de prôner «la flexibilité du travail et une saine gestion». Le président de la BCE veut le faire «non pas en relançant la demande européenne, [...] mais plutôt par la promotion de réformes structurelles [...] censées

«faciliter l'entrepreneuriat, l'établissement de nouvelles entreprises et la création d'emplois». Il ne s'agit donc en rien de desserrer l'étau budgétaire mais de procéder à la mise en place de mesures visant à augmenter la concurrence interne entre travailleurs de l'UE. Pour les défenseurs du pacte

budgétaire, cet éventuel pacte de croissance ne pourra entraîner aucune dépense supplémentaire pour l'État. Il s'agit au contraire de profiter de la crise pour renforcer les mesures néolibérales: travailler plus longtemps, augmenter l'âge de la retraite, flexibiliser le marché du travail, faciliter le recours au travail à temps partiel et à l'intérim, supprimer les statuts, diminuer les cotisations sociales...

Tous, nous mesurons déjà l'ampleur de l'austérité imposée aux peuples par les mesures actuelles. Le Portugal, l'Espagne et surtout la Grèce nous donnent un aperçu de ce que produirait une austérité encore accrue... Il ne faut donc pas tomber dans le piège consistant à tolérer la mise en œuvre de politiques d'austérité permanente, en échange de pseudo-plans de relance camouflant très mal des attaques supplémentaires contre les droits des salariés et allocataires sociaux en Europe.

**J. C., résumé d'un excellent texte de camarades belges disponible sur: [http://www.cepag.be/sites/default/files/publications/gouvernance\\_economique\\_europeenne\\_-\\_40.542\\_s.pdf](http://www.cepag.be/sites/default/files/publications/gouvernance_economique_europeenne_-_40.542_s.pdf)**

**Les exemples grec ou espagnol montrent qu'il ne faut pas tomber dans le piège de l'austérité permanente.**



et les États-Unis. En France, le PIB baisse de 2,6%, du jamais vu depuis 60 ans. Explosion du chômage: l'Organisation internationale du travail dénombre 212 millions de chômeurs dans le monde fin 2009. Un taux de chômage proche de 10% aux États-Unis et en France, de 20% en Espagne!

## La crise prend ensuite un tournant particulier en Europe

L'Europe connaît la situation la plus dégradée, bien que n'étant pas à l'origine de la crise, et doit faire face à la nouvelle hiérarchie mondiale (montée de la Chine et des pays émergents, maintien relatif des EU). Mais l'Union européenne n'est pas véritablement unifiée. L'euro est géré par la BCE «indépendante». Il existe de fortes disparités entre les États membres et pas de véritable gouvernement économique (pas de fiscalité commune, pas de politique industrielle, pas de Smic européen). En résumé, pas d'État européen.

Les classes dominantes européennes ne sont pas unifiées, chacune veut garder son État pour défendre ses intérêts. Par contre, il existe un accord unanime des bourgeoisies pour imposer aux populations des «réformes», c'est-à-dire des politiques de démantèlement du modèle social européen: privatisations des services publics, casse du droit du travail, chômage et austérité salariale, baisse des dépenses publiques et

notamment pour la santé, les retraites et l'éducation.

## 2010 - Crise des finances publiques en Europe

La crise a fait exploser les critères formels de Maastricht sur les comptes publics (déficit de 3% du PIB et dette de 60%): fin 2009 en France le déficit est à 7,5% et la dette à 78%. Car en plus d'emprunter pour financer le déficit, les administrations publiques se sont endettées pour fournir des liquidités aux banques et aux entreprises qui ne trouvaient plus de financement. Cet accroissement de la dette a eu deux conséquences. D'une part les pays se sont trouvés à la merci des agences de notation. Et d'autre part les gouvernements ont dramatisé la situation et s'en sont servis pour mettre en place des politiques d'austérité renforcée (Irlande, Portugal, Espagne).

La Grèce (15,6% de déficit et 127% de dette fin 2009) a été la cible suivante. Le gouvernement a d'abord été en partie victime des magouilles de la banque Goldman-Sachs qui la conseillait pour la gestion de sa dette tout en spéculant par ailleurs contre les titres publics grecs. Mais la Grèce est membre de la zone euro et, comme dans les pays d'Europe de l'Est, la plupart de ses banques sont des filiales de banques de l'Ouest (Grande-Bretagne, Allemagne, France). Au nom de la défense de l'euro, ce sont ces banques plutôt que la Grèce qui ont été «sauvées» au prix

d'un plan gouvernemental d'austérité sans précédent: réduction des dépenses publiques de 30 milliards (baisse des salaires des fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite et du calcul des pensions), hausse de la TVA, privatisations, que le représentant du FMI a tenu à saluer!

Profitant du contexte, tous les pays de l'UE ont adopté des plans d'austérité (Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie), ou aggravés des programmes de «réforme» déjà en cours (sur les retraites en France, par exemple), plans qui ne sont pas coordonnés mais visent tous à faire payer la crise aux populations.

## 2011-2012 - Crise de l'Europe, crise de l'euro

Malgré un plan «d'aide» de 110 milliards en 2009, puis en juillet 2011, et la proposition d'annulation de 20% de sa dette, la situation de la Grèce, et surtout de la population grecque, continue d'empirer. Les sommets européens se succèdent sans décision ferme et forte.

Le 21 octobre 2011, nouveau sommet, enfin prise de conscience qu'il faut annuler au moins 50% de la dette. Mais il est trop tard: la dette grecque est devenue un problème européen risquant de mettre en cause la zone euro et l'euro. Les moyens du FESF passent de 440 à 1 000 milliards, ce qui suffit peut-être pour la Grèce, mais sûrement pas pour l'Espagne.

La question est devenue clairement politique. La population grecque s'insurge, les Indignés manifestent et les gouvernements tombent: Irlande, Portugal, Grèce, Espagne et Italie. Mais la seule réponse des bourgeoisies est partout le renforcement de l'austérité, c'est-à-dire la liquidation du modèle social européen. En décembre 2011 est adopté le Pacte de stabilité et de croissance renforcé qui durcit le texte du même nom adopté en 1997.

Les élections grecques de juin 2012 montrent d'abord le désaveu des partis de l'austérité et de la corruption Pasok et Nouvelle Démocratie, mais rien n'est réglé le 17 juin avec le retour de la droite au pouvoir.

Après la Grèce, l'Espagne est maintenant en première ligne. Malgré un gouvernement conservateur qui accentue les programmes d'austérité et malgré les 1 000 milliards accordés par la BCE aux banques européennes (notamment espagnoles), plusieurs de ces dernières sont au bord de la faillite et l'une d'elles, Bankia, vient d'être quasiment nationalisée puisqu'elle a subi les plus grosses pertes!

Le dernier sommet européen des 28 et 29 juin, essentiellement consacré aux banques, a pris une décision de principe sur la création d'une union bancaire, avec un mécanisme de surveillance unifié.

Mais les «marchés financiers» maintiennent la pression.

# Grèce : des chiffres et des maux

Depuis le début de la crise de 2008 la Grèce a été le laboratoire privilégié de la Troïka (UE-BCE-FMI) pour tester les politiques antisociales et le chantage aux aides dans toute l'Europe. La riposte populaire et salariale a été à la hauteur des enjeux, mais la situation reste dramatique dans le pays.

**E**n ce mois de juillet, le gouvernement de «Troïka intérieure» (formé de la droite, du Pasok et de Dimar, scission droitière de Syriza), ne peut plus faire illusion : malgré ses promesses électorales, il n'a aucune rémission à négocier de la troïka du FMI et de l'UE, qui lui ordonnent de privatiser les entreprises publiques et de forcer les rythmes pour supprimer jusqu'en 2015 150 000 fonctionnaires, ce qui revient à 50 000 licenciements minimum. Quant au patronat grec, il renvoie dans les cordes les velléités «gauchistes» du Pasok et de Dimar : pas question de revenir au Smic de 2011, à savoir repasser de 580 à 740 euros ! Si l'on joint les nouveaux chiffres du chômage (1 109 660 en avril, soit 22,5% de la population active) et les prévisions pour la fin de l'année (28% selon la GSEE), l'avenir de ce gouvernement si mal élu paraît sombre.

Mais bien sûr, tout dépendra du mouvement de masse, toujours handicapé en ce début d'été (après des menaces laissées sans trop de réactions, les flics ont envahi ce 20 juillet l'usine Halivourgia, dont les travailleurs mènent une grève phare depuis plus de 270 jours) et des perspectives politiques. Or, la direction de Syriza se cantonne plutôt à son rôle de principale opposition parlementaire, ce qui débouche sur des occasions ratées. Ainsi, alors que le KKE (PC grec) vient de déposer une proposition de loi contre le mémorandum, la direction du regroupement réformiste/radical fait la fine bouche, trouvant – ce qui n'est pas difficile – des raisons d'hésiter pour une proposition si tardive du KKE. Une vraie opposition de gauche aurait dû bondir illico sur cette occasion de mobilisation unitaire, en affirmant qu'il voterait cette proposition du

KKE et en proposant d'ores et déjà des manifs unitaires pour appuyer cette démarche ! On le voit : malgré la bonne surprise des élections législatives, il ne faut pas nourrir d'espoir sur un gouvernement de gauche qui viendrait automatiquement succéder à l'actuel gouvernement. D'ailleurs, les sondages sont parlants : en cas d'élections aujourd'hui, la droite mais aussi Syriza perdent 6% par rapport au 17 juin, et à la question «de quel parti êtes-vous le plus proche?», la droite est 7% en dessous de son score, mais Syriza 10%. Cette même question montre surtout l'espace que peut en partie occuper aujourd'hui la gauche anticapitaliste, puisque 25% des sondés se disent éloignés de tout parti, les fascistes divers étant compris dans le sondage. Pour Antarsya, qui vient de tenir une conférence de bilan posant une série de questions de fond, il y a là matière à justifier l'urgence de relancer les grandes luttes unitaires, mais aussi à s'inscrire dans un travail de fond de lutte quotidienne contre la misère qui s'étend chaque jour davantage, comme le montrent les exemples qui suivent, accompagnés d'une chronologie situant la crise et les mobilisations des deux années écoulées dans un cadre plus large.

**Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis**  
Athènes, le 20 juillet 2012

## LE GREC EN UNE LEÇON



## Chronologie

**1967-73 :** un coup d'État préventif est organisé pour empêcher la venue au pouvoir d'un gouvernement de centre-gauche dirigé par Giorgos Papandréou, père d'Andreas et grand-père du récent Premier ministre Georges. La junte militaire soutenue par les États-Unis réprimera dans le sang la révolte des étudiants de l'École Polytechnique le 17 novembre 1973 et jouera sa dernière carte dans le débarquement militaro-nationaliste à Chypre à l'été 1974. De cette période proviennent les actuels groupes d'extrême droite comme Laos ou nazis comme Chryssi Avgi.

**Automne 1981 :** après un été de mobilisation à gauche avec comme mots d'ordre «Grèce-France, vive le socialisme», un gouvernement de gauche est élu pour la première fois en Grèce sans être précédé ni suivi de coup d'État militaire, avec comme Premier ministre Andreas Papandréou, fondateur du Pasok. La Grèce devient le 10<sup>e</sup> membre à entrer dans l'Union européenne.

**1984 :** premier plan d'austérité

**Automne 1989 :** coalition de la droite Nouvelle Démocratie (ND) et du Synaspismos (alliance du KKE / PC de tradition stalinienne et du PC euro-communiste) pour chasser le Pasok, qui revient très vite au pouvoir. Éclatement du Synaspismos avec le départ du KKE.

**1997 :** la Grèce obtient l'organisation des Jeux olympiques de 2004, en s'engageant dans un énorme programme de constructions et d'infrastructures, pour un budget initial qui fera plus que doubler en cours de route.

**2001 :** énormes mobilisations victorieuses contre le plan de casse du système des retraites du ministre Giannitsis (Pasok)... qui se retrouvera ministre dans le gouvernement d'union nationale de l'automne 2011. La Grèce devient membre de la zone euro.

**2004 :** les élections législatives donnent la victoire, dans le cadre du bipartisme, à la ND dirigée par Kostas Karamanlis, neveu du dirigeant historique de la droite des années 1950 à 1990. Déroulement des Jeux olympiques qui laisseront un endettement considérable et, malgré les engagements, l'abandon de structures sportives coûteuses et peu utiles.

À la suite d'initiatives de dialogue entre différentes forces de gauche réformistes, radicales et révolutionnaires, lancement de Syriza, avec comme composante majoritaire le Synaspismos.

**6 décembre 2008 :** dans un climat antijeunes et répressif entretenu par la droite, assassinat par un policier d'Alexis Grigoropoulou, 15 ans, dans le quartier d'Exarcheia. Véritables émeutes de la jeunesse dans toute la Grèce.

### 2009

Après un processus de regroupements anticapitalistes, fondation d'Antarsya, associant plusieurs groupes de la gauche révolutionnaire, dont les deux plus importants, NAR et SEK, ainsi qu'OKDE-Spartakos, section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Octobre 2009 :** élections législatives, victoire du Pasok, Georges Papandréou «hérite» du poste de Premier ministre, en promettant de rompre avec la politique de rigueur de la droite. Peu après, le gouvernement annonce que les chiffres du déficit ont été trafiqués par la droite et que leur ampleur oblige à des mesures d'austérité et à la recherche d'un soutien financier européen.

**6 et 7 décembre :** manifestations dans toute la Grèce à la mémoire d'Alexis. 10 000 à Athènes malgré les intimidations des flics.

**17 décembre :** manifs à caractère national appelées par Pame, le courant syndical du KKE, se voulant contre la politique du Pasok... et contre les syndicats majoritaires des travailleurEs, dirigés par le Pasok. Les courants radicaux transforment cette journée en grève pour une lutte unitaire. Juste après, la Confédération GSEE annonce qu'elle appellera à des mobilisations.

### 2010

**10 février 2010 :** Adedy, la fédération des travailleurEs de la fonction publique, organise une grève, très bien suivie. Depuis un an, l'Union européenne (UE) fait pression pour une baisse des rémunérations dans ce secteur !

**24 février :** appel à la première grève générale contre les mesures d'austérité de Papandréou : 2,5 millions de grévistes sur une population de 11 millions d'habitants ! Au moins 50 000 manifestantEs à Athènes

**3 mars :** annonce du deuxième paquet de mesures contre la fonction publique et les retraites, sur injonction de l'UE.

**11 mars :** sous la pression des travailleurEs, et alors qu'elle renvoyait des mobilisations à plus tard, la GSEE est obligée d'appeler à une deuxième grève générale. 62% de la population se dit prête à participer à des mobilisations sociales.

**Avril :** choisissant le cadre dépayant d'une petite île, Papandréou demande officiellement l'activation de prêts de l'UE et du FMI.

**22 avril :** face aux attaques (les mesures prévues se concentrent contre elle dans un premier temps) et à la propagande démagogique, grève générale de la fonction publique.

**23 avril :** manifs appelées par les syndicats de base, la gauche antilibérale et anticapitaliste pour appeler à un refus général des mesures.

**1<sup>er</sup> Mai :** 30 000 manifestantEs à Athènes, les plus gros cortèges étant ceux d'Antarsya (regroupement de la gauche anticapitaliste) et des syndicats de base.

**5 mai :** vote du premier mémorandum : 110 milliards de prêts... en échange de mesures de casse de tous les acquis sociaux en commençant par de très grosses coupes dans les retraites et les salaires dans la fonction publique.

Grève générale. Face à une propagande insupportable sur les mesures inévitables et la patrie en danger, des centaines de milliers de manifestantEs dans des cortèges monstres dans tout le pays. À Athènes, des encagoulés jamais retrouvés mettent le feu à une banque : trois employéEs trouvent la mort. On continue à s'interroger sur les causes possibles et sur les acteurs de cette provocation.



**15 mai :** appel à une manif nationale du seul KKE. 20 à 30 000 participantEs.

**20 mai :** nouvelle grève générale, très bien suivie. Au moins 50 000 personnes à Athènes, avec hommage aux trois victimes.

**5 juin :** 6 000 manifestantEs à Athènes contre les privatisations et la casse des retraites.

**23 juin :** Pame appelle seule à la grève générale : bide complet.

**29 juin :** nouvelle grève générale, avec 30 000 manifestantEs à Athènes et 10 000 à Salonique. Même si la grève est bien suivie, des critiques se font largement entendre sur cette tactique de journées à répétition.

**8 juillet :** le jour du vote des mesures de casse des retraites, grève générale, avec 25 000 manifestantEs à Athènes.

**29 septembre :** pour éviter une très grosse mobilisation lors de la journée de mobilisation européenne, les bureaucraties syndicales n'appellent pas à la grève mais à des rassemblements le soir...

**7 novembre :** élections municipales et régionales : le Pasok perd 1,1 million de voix. Le bipartisme entre en crise, surtout sous la forme de l'abstention. Le groupuscule néonazi Chryssi Avgi obtient 5% à Athènes, mais Antarsya obtient

plusieurs élus dans le pays.

**15 novembre :** manif à l'appel de la gauche anticapitaliste et du KKE contre l'arrivée de la Troïka (représentants de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du FMI).

**17 novembre :** au moins 50 000 à Athènes pour la manif de commémoration de Polytechnique.

**6 décembre :** mobilisation des jeunes dans tout le pays, à la mémoire d'Alexis.

**15 décembre :** gros succès de la grève générale, et arrêt de travail le 22. Comme d'habitude, on compte au moins deux cortèges très séparés : le gros des cortèges avec GSEE et Adedy, et celui de Pame sans volonté de jonction.

## 2011

**23 février 2011 :** grève générale, au moins 200 000 manifestantEs à Athènes, 50 000 à Salonique.

**Février-mars :** grève de la faim « des 300 » immigrés luttant pour l'obtention de papiers. Malgré l'isolement et une campagne de presse violemment hostile (le soutien est organisé avant tout par la gauche anticapitaliste, et le NPA aide au relais avec un appel unitaire en France), cette lutte est victorieuse.

**15 mai :** grève générale pour accueillir la troïka. La grève est très bien suivie, avec 40 000 manifestantEs à Athènes et une répression sauvage.

**Mai-juin :** printemps des IndignéEs, lié à de nombreuses mobilisations, comme celles dans les hôpitaux ou contre les péages, celle de l'ensemble des habitantEs de Keratea contre le projet d'une décharge. En juin, le Festival antiraciste se déplace en partie pour faire le lien avec le mouvement des IndignéEs.

**5 juin :** point culminant du mouvement des IndignéEs, qui se développe dans de très nombreuses villes. Au moins 100 000 sur la place Syntagma à Athènes, avec écrasante majorité autour de la gauche radicale et anticapitaliste, mais aussi apparition de courants nationalistes au sein du mouvement (et même de Chryssi Avgi).

**9 juin :** journée d'action contre les privatisations, jonction syndicale avec les IndignéEs.

**15 juin :** grève générale, très suivie, avec très gros rassemblement sur la place Syntagma, occupée par les IndignéEs depuis trois semaines. Provocations communes des flics et des fascistes.

**28 juin :** grève générale contre l'adoption du nouveau plan d'austérité (dit « programme de moyen terme », qui prévoit essentiellement la désorganisation et la vente de parties de l'appareil de l'État), avec des dizaines de milliers de manifestantEs à Athènes (mais pas les centaines de milliers escomptéEs). La GSEE tente de répondre à la combativité en appelant à une seconde journée de grève le 29, mais celle-ci est moins suivie, et la manif athénienne subit une très forte répression.

**Septembre :** début d'une forte mobilisation étudiante, pour empêcher sur le terrain l'application de la réforme libérale imposée par la ministre Diamantopoulou (Pasok).

**10 septembre :** manif des syndicats et des jeunes lors de la Foire internationale de Salonique, ministres yaourtés !

**Fin septembre :** de très nombreuses grèves dans le secteur des transports.

**15 octobre :** journée mondiale des IndignéEs, peu de monde à Athènes.

**19 et 20 septembre :** deux jours de grève générale. Le 19 est une journée exceptionnelle : environ 500 000 dans les rues d'Athènes, avec magasins fermés en solidarité active. Grande peur de la bourgeoisie et de la bureaucratie, répression (un travailleur est tué le 20, sans que ses obsèques ne donnent lieu à une journée de mobilisation nationale). Le 20, la mobilisation est moindre.

**5 octobre :** grève de la FP, avec occupation de ministères et d'établissements scolaires, et 50 000 manifestantEs à Athènes.

**28 octobre :** fête nationale investie dans de nombreux endroits par des manifestantEs qui chassent les officiels.

**11 novembre :** après un coup de bluff pour un référendum de la part de Papandréou, formation du gouvernement d'union nationale autour du technocrate Loukas Papadimos. Pour la première fois depuis 1974, des représentants de l'extrême droite (Laos) participent à un gouvernement.

**17 novembre :** au moins 50 000 manifestantEs à Athènes pour commémorer Polytechnique, sans

compter les 5 à 10 000 avec le KKE.

**1<sup>er</sup> décembre :** première grève générale sous le gouvernement d'union nationale. Assez forte mais bien moindre qu'en octobre. 20 000 manifestantEs à Athènes.

## 2012

**17 janvier 2012 :** grève pour la région d'Attique (manif de 20 000 personnes), en soutien aux grévistes de l'usine sidérurgique de Halivourgia, alors en grève depuis deux mois.

**12 février :** vote du deuxième mémorandum : il s'agit essentiellement de casser le droit du travail et de brader tout ce que est public en échange d'un nouveau prêt de 130 milliards. En fait avec ceci les pays européens nationalisent les dettes privées de leurs banques en adossant le coût sur la Grèce sous forme de prêts en échange de nouvelles mesures continuant de plonger le pays dans une misère rappelant celle des années 1940.

Au moins 80 000 manifestantEs à Athènes, au terme d'une semaine de mobilisation, dont une grève générale appelée le 6... pour le 7. Objectif : le refus du train de mesures exigées par la troïka.

**Fin février :** mobilisation GSEE/Adedy pour protester contre le vote du Parlement.

**1<sup>er</sup> Mai :** mobilisations d'ampleur moyenne. La grève d'Halivourgia en est à son 200<sup>e</sup> jour.

**6 mai et 17 juin :** élections législatives, devenues incontournables. Effondrement du bipartisme, disparition électorale du Laos mais montée du groupuscule nazi Chryssi Avgi (Aube dorée, qu'il convient de nommer plutôt Hordes d'horreur). Grande peur électorale de la bourgeoisie grecque et internationale devant le risque qu'arrive en tête le regroupement réformiste/radical Syriza, qui finalement arrive second avec plus de 26% des voix.

**13 au 15 juillet :** Festival antiraciste.

**Deuxième moitié de juillet :** tensions au sein du gouvernement, pour déterminer les secteurs à sacrifier en vue de présenter à la Troïka un plan d'économies de 11,6 milliards d'euros : couper encore plus dans les retraites, réduire les dépenses de fonctionnement des ministères, se résoudre à réduire les rémunérations des « corps spéciaux » (CRS, armée...)...

# Chômage, misère et désespoir

**D**errière le chiffre brut du chômage en avril, il faut en prendre en compte d'autres, encore plus désespérants : en un an, 6,3% d'augmentation, et désormais 56,5% des chômeurs le sont en longue durée. Les plus touchés sont les jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés, dont 51,5 sont au chômage (31,2 en 2010). Six jeunes femmes sur dix sont chômeuses. De plus, seuls deux chômeurs sur dix touchent les allocations pleines. Comme le disent de nombreux chômeurs, leur espoir aujourd'hui réside surtout dans de petits boulots, souvent sans sécurité sociale. En outre, l'organisme du chômage, OAED, est soumis aux suppressions de postes qui rendent très difficile le service aux travailleurEs en recherche d'emploi : 25% de personnel non remplacé (50% dans une grande ville comme Larissa) alors que les demandes ont quintuplé. On le voit : l'organisation des chômeurs et des campagnes contre les licenciements devraient être une priorité pour des mobilisations unitaires.

Mais en lien avec cet axe, d'autres interventions sont urgentes : dans le domaine de la santé, la situation devient épouvantable. Ainsi, dans les hôpitaux, le manque de matériel, de personnels, menacent tout simplement l'accès aux soins. Par exemple, les médecins de l'hôpital de Rethymno en Crète recensent : « Le lundi, pas de permanence du cardiologue, ni trois autres jours ce mois-ci ; pas d'orthopédiste pour cinq jours, pas d'ORL pour dix jours. L'hôpital ne disposera

pas des médecins voulus par la loi, il n'y aura pas moyen d'assurer le suivi des patients [...] Le mémorandum a détruit nos vies et il continue en détruisant tout le secteur public de la santé et de la prévoyance, en le laissant sans financement » (Hebdo Epochi, 16 juin). Autre secteur touché, celui des soins psychiatriques : l'hôpital de Lerros, où avait été mené un travail remarquable pour le sortir de la situation médiévale qui l'avait rendu tristement célèbre il y a plus de 20 ans, a lancé un appel au secours pour simplement pouvoir nourrir les malades, et la baisse de 55% du budget des services publics de santé psychiatrique fait redouter un recul terrifiant dans ce secteur, alors que se multiplient les besoins. Autre secteur laissé à l'abandon, celui de la prise en charge des drogués, dont le nombre et la détresse augmentent en lien avec l'approfondissement de la crise.

Même si ce n'est pas évident pour l'Organisme mondial de la santé (mais « c'est presque sûr »), c'est aussi la situation désespérante liée à la crise économique qui explique l'augmentation très forte du nombre de suicides : + 22% de 2009 à 2011, plus de 600 suicides en un an, sans compter les nombreuses tentatives. Derniers exemples de ce quotidien tragique : à l'arrivée de l'huissier venu lui annoncer son expulsion de l'appartement qu'il ne

pouvait plus payer, un retraité s'est jeté dans le vide, dans un quartier populaire d'Athènes, un jour après qu'un employé de banque avait sauté du haut de l'Acropole.

Luttes locales et nationales contre les licenciements, contre les expulsions, pour le droit à la santé, participation militante à l'aide à l'approvisionnement, sans oublier bien sûr les batailles contre le racisme et le fascisme : des représentants d'Amnesty International et d'Human Rights Watch s'inquiètent publiquement de l'impunité des auteurs d'agressions racistes, membres de Chryssi Avgi, et de l'incapacité ou du manque de volonté de la police à les arrêter, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe mettant désormais en cause les liens entre eux.) Intervenir sans relâche dans ces secteurs est fondamental pour redonner espoir et perspectives et lutter contre un désespoir illustré par un dernier chiffre : si 87% des

Grecs pensent que leurs gouvernements sont responsables des problèmes économiques (59% des Français), 42% (contre 18% des Français) pensent en même temps être eux-mêmes responsables de ces problèmes...

**Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis**

**« Le mémorandum a détruit nos vies et il continue en détruisant tout le secteur public de la santé et de la prévoyance, en le laissant sans financement. »**



# Espagne

## De la crise économique à la crise politique

L'intervention sur Bankia a déclenché un mécanisme infernal qui a mené de facto à un sauvetage de l'Espagne par la Troïka à des conditions que le gouvernement du Parti populaire (PP) applique d'ores et déjà avec une brutalité sans précédent.

Comme nous l'avions pressenti à l'époque (voir *Tout est à nous!* n° 152), les nouvelles mesures du gouvernement espagnol prétendent réduire la dépense publique de 65 milliards d'euros en deux ans et demi, et consistent en la suppression du treizième mois de la majorité des fonctionnaires, l'augmentation généralisée de la TVA, la réduction des allocations de chômage, la baisse des pensions... Cela s'ajoute aux effets de la réforme du code du travail qui précipite les suppressions d'emplois, les baisses unilatérales de salaires ainsi qu'aux coupes claires dans la santé et l'éducation nationale. Ces mesures touchent toute la population à la seule exception des grandes fortunes et de la haute bourgeoisie. Elles frappent y compris une bonne partie de la base sociale du Parti populaire (hauts fonctionnaires conservateurs, travailleurs indépendants et patrons de PME) ainsi qu'une partie très significative de son électoralat (secteurs populaires dépolitisés et pleins de préjugés sexistes, racistes ou nationalistes).

### Droit dans le mur...

Il n'y a plus aucun doute : l'avenir nous prépare un effondrement économique brutal, une destruction accrue de l'emploi et un degré d'instabilité politique comparable à celui de l'époque de la Transition (de 1975 à 1982). La réduction brutale du pouvoir d'achat de la majorité conduit à une dépression économique sans issue possible en dehors d'une redistribution radicale de la richesse entre capital et travail. «Ni austérité ni croissance, redistribution des richesses!» doit être à mon sens le slogan écosocialiste central de notre époque. La brutalité des dernières mesures peut se comprendre dans toute son ampleur si l'on prend en compte le seul fait qu'en éradiquant la fraude fiscale structurelle, l'État pourrait disposer de ressources supplémentaires estimées à 70 milliards d'euros par an. Qui plus est, la pression fiscale à laquelle sont soumises les grandes fortunes se situe parmi les plus faibles de l'Union européenne. Le simple alignement de cette pression fiscale sur celle des pays plus développés permettrait à l'État de disposer de ressources suffisantes pour développer les services publics au point d'absorber une bonne partie du chômage actuel.

### Les temps changent...

L'année dernière nous disions : «rien ne sera plus pareil après le Mouvement du 15 mai» et nous ne nous étions pas trompés... C'est un événement majeur qui reflète qu'il se passe quelque chose au plus profond de la société. Après l'impasse provoquée par l'absence de volonté des centrales syndicales majoritaires de donner une suite à la grève générale du 29 mars dernier, ce sont les mineurs qui, en opposition aux réductions des subventions publiques au secteur minier (susceptibles de priver de revenus plus de 30 000 familles) ont pris le relais de la mobilisation sociale avec leur grève illimitée avec occupation de mines, d'importants blocages de routes et surtout leur marche sur Madrid. Celle-ci s'est terminée par un accueil

historique de la part des masses populaires de la capitale, accueil chargé de sens politique : ce sont les mineurs des Asturies qui, avec leur grève il y a 50 ans, ont fait le premier pas vers la reconstruction du mouvement ouvrier sous la dictature dans le cadre d'assemblées générales ouvrières naissantes. Et ce sont eux qui, de nouveau, ont donné un exemple de combativité et de détermination dans un contexte critique pour l'avenir de la classe ouvrière, de ses organisations et de ses acquis.

### De la crise économique à une crise politique majeure

Mobilisations des mineurs, mais aussi, grèves, occupations et manifestations de plus en plus fréquentes dans la santé et l'éducation ou dans les quartiers populaires semblent indiquer que cette société commence à dépasser la culture de la plainte, de l'envie et de la résignation héritée de 40 ans de dictature, pour aller vers une culture de la mobilisation. Malgré toutes ses limites et ses faiblesses, cette dernière n'est plus seulement une simple protestation impuissante et isolée, mais devient une épreuve de force qui défie les cadres légaux, qui crée des liens, qui recherche avec détermination la confrontation y compris en débordant les appareils et commence à toucher des secteurs traditionnellement passifs. Ces derniers jours, nous avons assisté à des manifestations, à des occupations (de ministères), à des rassemblements illégaux (devant les sièges du PP et du PSOE) contre les dernières mesures du gouvernement ; les événements inhabituels n'ont pas manqué : déclarations de syndicats de la police, d'associations de militaires et de collectifs de magistrats qui appellent à la mobilisation aux côtés de la population contre les mesures d'austérité. Voilà qui donne une idée du potentiel et du côté exceptionnel de la situation. L'accélération des événements est surprenante et il n'est pas impossible de voir dans les prochains mois ou années comment l'effondrement économique conduira à une crise de régime, ou directement, à une crise organique de l'État (comme celle qui est en train de se produire en Grèce). Il n'est pas impossible non plus que le gouvernement du PP soit destitué par la pression de la rue avant la fin de son mandat. Il ne fait aucun doute qu'ils subiront la même hécatombe électorale qu'a subie Zapatero.

### Vers une crise de régime ?

Accentués par l'effondrement d'un système d'accumulation, plusieurs facteurs annoncent



une crise institutionnelle. Le premier est la fin de l'activité armée de l'ETA et l'ouverture d'un processus de paix et d'un dialogue politique sur les limites à la démocratie héritées de la dictature, en particulier le droit à l'autodétermination. Avec l'ETA, disparaît «l'ennemi intérieur» qui a légitimé politiques répressives et «consensus» d'État pendant 40 ans. Ce à quoi s'ajoutent la perte de prestige du pouvoir judiciaire (la condamnation du juge Baltasar Garçon à l'initiative de son secteur le plus réactionnaire, l'inefficacité du tribunal constitutionnel, les cas de corruption du président de la cour suprême...), le refus «indigné» du bipartisme PP/PSOE, les affrontements au sein de l'establishment au sujet du rejet d'une bonne partie du déficit budgétaire vers les Communautés autonomes, les récents scandales autour de la monarchie (chasses du roi, corruption de son genre et confirmation de l'implication de la couronne dans le coup d'État du 23 février 1981) et last but not least la revendication d'un processus constituant en mode républicain par un large secteur des indignés, apparaissent comme de gros nuages qui se regroupent et annoncent l'orage...

### Où est la gauche ?

Pour la première fois, la chute de la confiance au gouvernement ne favorise pas le principal parti d'opposition (le PSOE de Pérez Rubalcaba, apparatchik sans idées et dinosaure des gouvernements de Felipe Gonzalez). Le PSOE se présente comme un parti responsable qui cherche des accords avec le PP pour «renforcer la position de l'Espagne dans l'Union européenne» et qui ne s'oppose aux politiques gouvernementales que par des arguments quantitatifs et non qualitatifs. Ce n'est pas par hasard qu'il a appliqué les mesures dictées par la Troïka depuis mai 2010 avec la même docilité que Rajoy le fait aujourd'hui. Qui plus est, son électoralat ne pardonne pas au PSOE la réforme constitutionnelle

expresse qui impose le paiement des intérêts de la dette extérieure comme priorité budgétaire majeure de l'État. Le front commun PSOE/PP pour empêcher l'enquête parlementaire sur le scandale Bankia est tout aussi honteux. Avec tout ça, il n'est pas impossible qu'on assiste à un effondrement conjoint des deux partis qui ont dirigé le régime de la Réforme depuis la fin de la dictature, effondrement comparable à celui survenu en Grèce.

À propos de la Grèce, on spécule beaucoup ici sur une hypothétique Syriza, en particulier du côté d'Izquierda Unida, mais pas seulement. D'aucuns avancent en Euskadi que Bildu représente cet espace politique. Et en Catalogne, Esquerra unida i alternativa parle d'impulser une «Syriza catalane»... avec Iniciativa per Catalunya, des mouvements sociaux et jusqu'à la gauche indépendantiste. Il nous faudra être attentifs aux évolutions et aux débats qui pourront avoir lieu et sans aucun doute, il faudra prendre les initiatives politiques nécessaires à la recherche d'alliés dans la construction d'une gauche anticapitaliste de classe à une échelle de masse. Néanmoins, il vaut mieux s'en tenir aux faits plutôt qu'aux discours. Tout d'abord, rappelons que les progrès électoraux de Izquierda Unida lors des dernières élections ainsi que son discours contre les mesures d'austérité se trouvent sérieusement compromis du fait de sa participation à des gouvernements sociaux libéraux dirigés par le Parti socialiste en Andalousie et dans les Asturies, sans oublier la participation d'Esquerra unida i alternativa à deux gouvernements sociaux libéraux catastrophiques en Catalogne sans en tirer un bilan critique.

On oublie aussi que la dynamique de Syriza est le résultat d'une intense lutte de classe, d'un refus sans ambiguïté des mesures d'austérité et des propositions de participation au gouvernement, d'expériences altermondialistes et d'un poids spécifique de courants révolutionnaires en son sein. Dynamique très éloignée de la réalité du Front de Gauche en France et de Izquierda Unida en Espagne, forces «antilibérales» si l'on veut mais avec un faible engagement dans les luttes extraparlimentaires, avec de fortes traditions gestionnaires, une faible vie militante à la base et dirigées par des politiciens professionnels. Il est d'autre part inquiétant qu'une récente expérience comme celle de Rifondazione Comunista en Italie, si riche en enseignements pour l'avenir ait été évacuée du débat actuel. Izquierda Anticapitalista doit donc poursuivre son processus d'extension, d'implantation ouvrière et populaire, d'élaboration stratégique-programmatique et de renforcement organisationnel. Autant de tâches clés pour faire face à des temps tourmentés durant lesquels la perspective révolutionnaire peut à nouveau être d'actualité dans le sud de l'Europe pour la première fois depuis la Révolution portugaise et durant lesquels, par là même, se profile dans toute son acuité, la nécessité de doter ces hypothétiques ruptures d'une direction politique et de contenus programmatiques cohérents.

**Andreu Coll (Izquierda anticapitalista)**  
Traduction : Liliane Guardiola

## Italie *Sauvons les conquêtes sociales*

L'adoption de la prétendue «réforme du marché du travail» à la fin du mois de juin par le gouvernement Monti, a représenté l'énième épisode d'une progressive attaque des droits et des conquêtes sociales du mouvement de classe en Italie.

Dès sa nomination l'hiver dernier, le gouvernement Monti, choisi par l'Europe et par le président Napolitano, et soutenue du centre-droit au centre-gauche (en particulier le Parti démocrate), a entrepris de s'en prendre aux droits sociaux que les travailleurs italiens avaient obtenus en 1968-1969.

D'abord, il y a eu la loi qui a repoussé l'âge du départ en retraite et aggravé les coefficients de versement des pensions. Dans un deuxième temps, des mesures augmentant les impôts directs et indirects sans aucune «équité» (faisant croire que faire payer à tous de la même manière serait un signe de justice). Enfin, une loi en juin a annulé le droit à

la réintégration pour les travailleurs licenciés sans «motif juste», bafouant ainsi un article important du statut des travailleurs de 1970. Dans le même temps, cette loi a aggravé les conditions des travailleurs précaires – avec l'objectif de réduire leurs droits et de les exposer encore davantage au chantage des licenciements.

Aujourd'hui, au prétexte de la réforme des dépenses de l'État (la «spending review»), se prépare une attaque contre la fonction publique, prévoyant la possibilité de chômage partiel et de licenciement. Cette attaque du gouvernement est en parfaite harmonie avec le patronat, l'exemple le plus éclatant étant le «modèle Marchionne» : ●●●

● ● ● le patron de Fiat a obtenu la fermeture des établissements et l'exclusion du syndicat de la métallurgie FIOM de ses usines et une meilleure exploitation des ouvriers – avec la complicité d'une partie importante des syndicats qui pratiquent la concertation (CISL et UIL).

L'objectif de ces attaques n'est pas principalement économique, bien que le discours politique se serve de l'énorme dette publique et de « l'insuffisance productive » des usines italiennes (comme ce qui arrive d'ailleurs à PSA en France), mais politique : supprimer définitivement les droits et des conquêtes politiques et sociales que le mouvement des travailleurs avait obtenus grâce aux luttes en 1968-1969, et dans les années 1970.

Malheureusement, cette politique peut s'exercer façon aussi brutale grâce à la complicité explicite

(CISL et UIL) ou plus ambiguë (CGIL) des confédérations syndicales.

La CGIL, étroitement liée au Parti démocrate – pour qui elle représente un instrument d'intervention dans le monde du travail –, a quasiment empêché une vraie mobilisation, sans déclarer de grève générale qui aurait pu permettre le blocage des mesures du gouvernement (l'objectif de la chute du gouvernement Monti s'est plus ou moins posé).

#### LA RIPOSTE À LA PEINE

Dans le camp syndical, seuls les syndicats alternatifs et qui ne pratiquent pas la concertation (en particulier CUB et USB) d'une part, et la FIOM de l'autre, avec les limites dues à son appartenance à la CGIL, ont essayé de mettre en place des initiatives de lutte, malheureusement encore trop

fragmentaires et peu efficaces.

Dans l'ensemble, le mouvement social en Italie n'a pas réagi de façon adéquate à la portée de l'attaque – ébranlé aussi par l'issue de la grande manifestation du 15 octobre 2011, quand des dizaines de milliers de personnes à Rome n'ont pas pu mener à terme un cortège politiquement important à cause de quelques épisodes aventuristes, et de la réaction des forces de l'ordre. Depuis, les mobilisations n'ont pas manqué, en particulier sur le terrain de la défense du « bien commun » et du territoire (notamment contre le TGV Lyon-Turin-Val de Susse), mais elles n'ont jamais rejoint des niveaux de généralisation et d'unification des luttes.

Ainsi, il semble aujourd'hui que les mesures d'austérité et les politiques antipopulaires peuvent être approuvées, en l'absence de conflit social.

À cette difficulté du mouvement social s'ajoute une crise de la gauche radicale, qui ne réussit pas à se remettre de l'expérience négative de la participation au gouvernement Prodi – et qui avec cette expérience s'est déchiré, comme Sinistra Critica, peinant à se donner une identité et un projet capables de relancer une présence anticapitaliste plus efficace, et de masse.

Pour essayer de recréer le conflit social et un possible front unique contre le gouvernement, des appels ont déjà été lancés, afin de trouver des voies communes pour une mobilisation unitaire à l'automne. Désormais, ce n'est plus un choix mais une nécessité dont tous les sujets politiques et sociaux devront tenir compte.

**Piero Maestri, porte-parole de Sinistra Critica**  
Traduction : Alain Pojolat

# Crise de l'Union européenne

## Le Capital contre la démocratie

« En rejetant le suffrage universel dont elle s'était jusqu'alors drapée, et dans lequel elle puisait sa toute-puissance, la bourgeoisie avoue sans détours : "Notre victoire s'est maintenue jusqu'ici par la volonté du peuple, il faut l'affermir maintenant contre la volonté du peuple". »

Karl Marx, *Les luttes de classes en France*

**D**epuis de longues années, les atteintes aux droits démocratiques se sont multipliées en Occident : du Patriot Act aux États-Unis aux LSI, LSQ et LOPPSI en France en passant par une criminalisation toujours accrue du mouvement social, les gouvernements ont exploité la « menace terroriste » pour renforcer le contrôle sur leurs populations et museler la contestation. Ces reculs ne sont en réalité que l'expression la plus visible d'une tendance de fond particulièrement marquée en Europe : le divorce progressif entre économie de marché et démocratie.

#### Acte I : une Constitution ratifiée malgré les peuples

Le 14 juillet 2004, Jacques Chirac annonce qu'un référendum sera organisé pour l'adoption du projet de traité constitutionnel européen (TCE) : « *J'espère que les Français comprendront qu'on leur pose une question essentielle pour leur proche avenir et surtout pour celui de leurs enfants* ». Le 29 mai 2005, « les Français » donnent raison à Chirac en rejetant le texte. Ils sont suivis un mois plus tard par les Néerlandais. Pris de panique, les gouvernements européens décident de rédiger un nouveau texte : le traité de Lisbonne, finalisé en 2007. « *Dans le traité de Lisbonne, rédigé exclusivement à partir du projet de traité constitutionnel, les outils sont exactement les mêmes. Seul l'ordre a été changé dans la boîte à outils* ». Celui qui s'exprime ainsi n'est autre

que Valéry Giscard d'Estaing, que l'on ne peut guère soupçonner de sympathies altermondialistes. Cependant, bien qu'il ne soit qu'une version remaniée du TCE, le traité de Lisbonne est présenté comme un simple « traité modificatif ». Pas besoin, dès lors, d'en appeler aux peuples.

Les enquêtes d'opinion indiquent pourtant que ceux-ci souhaiteraient s'exprimer. Le 18 octobre 2007, le *Financial Times* publie une étude selon laquelle 76% des Allemands, 75% des Britanniques, 72% des Italiens, 65% des Espagnols et 63% des Français souhaitent un référendum. Mais il y a des affaires trop sérieuses pour les laisser entre les mains des peuples : à l'exception de l'Irlande, les parlements nationaux se chargeront de la ratification du traité. Les votes desdits parlements sont révélateurs du gouffre qui sépare les populations et leurs « représentants » : dans l'État espagnol, les députés adoptent le

traité par 322 voix contre 6 (et 2 abstentions), et les sénateurs par 232 voix contre 6 (et 2 abstentions) ; en Allemagne, le Bundestag (514 pour, 58 contre, 1 abstention) et le Bundesrat (65 pour, 0 contre, 4 abstentions) donnent également leur aval à la ratification du traité ; mention spéciale aux élus italiens qui ont dû susciter bien des jalousies en Corée du Nord : le Sénat a approuvé le traité par 286 voix contre... 0, tandis que la Chambre des députés, tout aussi nuancée, ratifiait le traité par 551 voix contre... 0. Rompez les rangs.

En France, Nicolas Sarkozy réunit en février 2008 le Congrès (Assemblée + Sénat) pour faire ratifier le traité. Grâce aux courageux élus socialistes qui, en répondant à la convocation de Sarkozy et en ne votant pas contre le texte, offrent l'indispensable légitimité institutionnelle au Congrès pour se prononcer sur le traité, la France emprunte elle aussi le chemin de la négation démocratique. Un certain Jean-Marc Ayrault explique alors : « *Nous ne prendrons pas la responsabilité au PS de provoquer une crise en Europe* ». Le changement, c'était déjà maintenant.

#### Acte II : coup(s) d'État de la finance

Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, les obstacles démocratiques ayant été contournés, le traité de Lisbonne entre en vigueur dans l'UE.

ce phénomène. Leur attitude à l'égard de la Grèce est à ce titre exemplaire : les conditions dans lesquelles les plans d'austérité ont été imposés et leurs conséquences sur le système politique grec sont hautement révélatrices des contradictions grandissantes entre intérêts du capital européen et aspirations élémentaires des populations de l'UE.

Du printemps 2010 à l'automne 2011, la Grèce est secouée de mobilisations sociales massives : journées de grève générale, occupations... C'est dans ce contexte quasi insurrectionnel que le Premier ministre Papandréou annonce le 31 octobre 2011 la tenue d'un référendum sur les politiques d'austérité. Le lendemain de l'annonce du référendum, les Bourses européennes montrent que profits et consultation des peuples ne font pas bon ménage en tant de crise : -4,19% à Madrid, -5% à Francfort, -6,8% à Milan, -5,38% à Paris. Les gouvernements de l'UE choisissent leur camp : « *Papandréou porte une très lourde responsabilité [...]. Les marchés ont besoin de stabilité et de sécurité* » (Yves Leterme, Premier ministre belge) ; « *La décision grecque de retarder la résolution du Parlement grec ne favorise en rien la croissance économique* » (José Blanco, porte-parole du gouvernement espagnol), etc. La Troïka va alors contraindre Papandréou à revenir sur sa décision, ce qui le conduit à démissionner. Sans que soient organisées de nouvelles élections, un nouveau gouvernement est formé, dirigé par Loukas Papadémou, ancien vice-président de la Banque centrale européenne (2002-2010) et ex-directeur de la Banque centrale de Grèce (1994-2002). Comme le souligne alors Stathis Kouvelakis, « *autant dire qu'avec ce nouveau Premier ministre, ce sont de façon quasiment directe les milieux financiers européens, et secondairement grecs, ainsi que les pays du directeur de l'Union européenne (UE) qui gouvernent le pays, au mépris de tout mandat populaire* ».

#### Une crise de la gouvernance bourgeoise ?

La troïka obtient ensuite la tête de Silvio Berlusconi, jugé inapte à gérer la crise qui s'approfondit en Italie. Christine Lagarde, directrice générale du FMI, avait prévenu : « *nous soumettrons l'Italie de Silvio Berlusconi au test de la réalité* ». Il est remplacé par Mario Monti, dont le CV en dit long : ancien membre de la Commission européenne (1995-2004) et ex-consultant chez Goldmann Sachs (2005-2011). Là encore, pas d'élections, bien que Monti ne soit membre d'aucun parti politique. Ce qui ne l'empêche pas d'obtenir le plus large vote de confiance jamais enregistré au Parlement italien, et d'occuper simultanément le poste de président du Conseil et de ministre de l'Économie et des Finances...

Même si la mobilisation populaire en Italie n'avait pas atteint le niveau grec, la nomination de Monti participe de la même tendance que celle de Papadémou : une prise de contrôle directe, par la finance et son directoire politique, des institutions démocratiques des pays les plus touchés par la crise et les plus instables politiquement. Un court-circuitage des structures institutionnelles de l'État bourgeois par la bourgeoisie elle-même, en somme. Ce qui peut s'apparenter à une crise de gouvernance de la bourgeoisie, qui craint désormais d'en appeler aux peuples lors d'élections ou de référendums qui sont pourtant loin d'être le parangon de la démocratie, est un phénomène structurel : les politiques nécessaires pour sauver le système ont des conséquences si brutales sur les populations qu'il est de plus en plus hasardeux de se risquer à consulter ces dernières.

La récente séquence des élections grecques s'inscrit dans cette dynamique. La campagne orchestrée au niveau européen contre Syriza, les menaces et les pressions venues de toute l'Europe, sans même parler de la perte de crédibilité des institutions grecques, ont (provisoirement) permis aux partis pro-austérité de former une coalition gouvernementale. Mais la nature même de cette alliance confirme la tendance de fond que nous venons de décrire : une « grande coalition » qui transcende les clivages traditionnels entre les partis bourgeois, réunis par la nécessité de maintenir en place un système à bout de souffle, exprime en réalité une rupture avec les règles élémentaires de l'alternance en démocratie parlementaire et n'est pas viable à moyen terme.

À l'échelle européenne, deux options se dessinent : sauver les institutions, qui s'autonomiseront de plus en plus des cadres traditionnels d'expression de la démocratie représentative, ou œuvrer à leur remplacement par des structures permettant une « démocratie réelle ». S'il est indispensable de souligner la nature antidémocratique de l'UE, en dénonçant le rôle de la Commission ou l'autonomie de la BCE, ou en revendiquant un référendum sur le pacte de stabilité, il serait vain d'entretenir des illusions sur une possible démocratisation de l'UE. Le contexte de crise renforce en effet les phénomènes de polarisation politique et sape les bases de ces solutions intermédiaires. La bourgeoisie, qui sait que capitalisme ne rime pas nécessairement avec démocratie parlementaire, l'a compris. À la tentation autoritaire qui se développe en Europe, les anticapitalistes doivent opposer, en s'appuyant sur les mobilisations sociales, une politique qui n'hésite pas à poser ouvertement la question du pouvoir et des institutions, dont l'actualité va être de plus en plus brûlante dans les mois et les années à venir.

**Julien Salingue**



ont eu l'occasion de démontrer leurs préférences démocratiques ne la balance face à la construction de conséquences internationale

Les gouvernements européens s'occupent de démontrer leurs préférences démocratiques ne la balance face à la construction de conséquences internationale

# Le syndicalisme européen et la crise

Difficile de parler d'un syndicalisme européen tant l'éclatement du mouvement syndical européen reste la dominante, assise sur des histoires industrielles et des traditions sociales et politiques bien différentes. La crise exacerbe les différences avec une tentation du repli à l'intérieur des frontières nationales.

C'est par le «sommet», dans les couloirs de l'administration européenne, qu'est née en 1973, la Confédération européenne des syndicats (CES). Sa création et son développement s'inscrivent dans les processus de construction politique de la CEE puis de l'UE. Portée par des syndicalistes chrétiens et socialistes chauds partisans de l'union politique européenne, l'Union des syndicats européens est marquée par son intégration aux évolutions économiques du continent, dans le cadre de la Ceca<sup>1</sup>. Mais ce contexte est aussi celui de la Guerre froide et le refus du mouvement communiste sous influence stalinienne (et donc les organisations syndicales sous son contrôle) d'une construction européenne soupçonnée d'être l'instrument de l'impérialisme états-unien au travers du plan Marshall. Écartée des institutions officielles de la CEE, la CES va tenter de se réinsérer dans les structures d'abord avec la Commission européenne, puis avec le Conseil de l'Europe. Mais la logique néolibérale qui s'impose dès la fin des années 1970 pousse la CES à relativiser son objectif de représentativité institutionnelle pour s'engager dans un syndicalisme de mobilisation. Avec l'arrivée de Delors en 1985, les portes des institutions européennes se rouvrent mais aux conditions politiques nouvelles de la période: acceptation de la «fatalité» des lois du marché, de la compétitivité et de la mondialisation. La chute du mur

de Berlin et la disparition de l'URSS laissent entrevoir un règne sans partage du libéralisme avec des débats politiques et sociaux réduits à des confrontations d'expertises. C'est dans cette logique que va s'engluer la CES avec ses experts, le lobbying. Les compétences requises pour «l'expertise» européenne (économie, institutions, langues) sont largement étrangères aux équipes militantes traditionnelles. L'appareil de la CES fait de plus en plus appel à de jeunes experts diplômés, recrutés en dehors du champ syndical, pendant que les militants issus des syndicats s'autonomisent de plus en plus de leur base.

## UN ÉCLATEMENT INSCRIT DANS LES HISTOIRES NATIONALES

Dans le même temps, cette politique, ponctuée de manifestations européennes rituelles, reste largement indépendante des confédérations ou fédérations syndicales nationales dont les réalités sont inscrites dans les traditions industrielles, sociales et politiques des États. Dans la plupart des pays, les reculs syndicaux sont importants. Seuls, ceux où l'adhésion syndicale donne accès à des prestations sociales (chômage, complémentaire santé, retraites, etc.) échappent à cette tendance. L'écroulement du système politique des pays de l'Est s'est accompagné d'une dislocation des syndicats liés aux partis dirigeants sans que l'influence de l'Allemagne ou de la CES permette une réelle



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

implantation et recombinaison du paysage syndical. En Pologne, le syndicat majoritaire Solidarnosc qui avait participé au renversement du pouvoir politique, inscrit aujourd'hui son action dans la logique du partage des sacrifices, et se voit contesté par le syndicat radical, Août 80.

## LA CRISE EXACERBE LES CONTRADICTIONS

La crise économique qui plonge l'ensemble du continent dans le chômage et les reculs sociaux, remet en cause ces équilibres. En Espagne, en Italie ou en Grèce, les grandes centrales syndicales peuvent successivement accepter dialogue social et reculs (les retraites en Espagne ou en Italie), pour, quelques mois plus tard, en fonction des modifications au niveau politique ou des mobilisations, organiser de grands rassemblements contre ces mêmes politiques. Dans le premier temps, elles libèrent la place pour des mouvements des IndignéEs mais aussi pour l'extrême droite. Dans l'autre phase, la violence des attaques des bourgeoisies les placent dans un mouvement aussi radical que celui des mineurs dans les Asturies ou des sidérurgistes d'Aspropyrgos en Grèce. La crise met à l'ordre du jour une alternative redoutable. Soit

le dialogue social avec une intégration toujours plus importante et l'acceptation de reculs sociaux importants. Soit l'affrontement avec un patronat et des appareils étatiques, au risque d'une marginalisation, notamment dans le cas de défaites sans combat. SevelNord, Fiat Turin, Air France, Renault Valladolid ou General Motors à Strasbourg du côté des entreprises, la Grèce, l'Espagne du côté des États sont des illustrations de la gravité des enjeux et de l'ampleur des reculs encourus en cas de capitulation. Le soutien du syndicat des fonctionnaires grecs, l'Adedy, encore récemment contrôlé par le Pasok, à un projet de loi mettant en cause la politique des mémorandums et des accords de prêts avec la Troïka, montre que ce combat n'est pas perdu d'avance. Mais, pour cela, nous devons plus compter sur la mobilisation des travailleurEs que sur des initiatives de la CES.

Robert Pelletier

1. La Communauté européenne du charbon et de l'acier: fondée en 1952, elle rassemblait six nations d'Europe de l'Ouest durant la Guerre froide, première sur des principes supranationaux.

# Les collectifs contre la dette

D'où vient la dette? Qui en a profité? Qui sont les prêteurs? Quelles est la part du budget de l'État qui va au remboursement de la dette publique? C'est pour répondre à ces questions et pour lever le «tabou de la dette» qu'Attac a initié un appel pour un audit citoyen de la dette publique.

L'appel lancé par Attac a été signé par un spectre très large d'organisations politiques, syndicales et associatives (CADTM, Solidaires, la FSU, le PCF, le PG, le NPA, etc.), et a recueilli plus de 60000 signatures individuelles. Sur la base de cet appel des collectifs unitaires ont été constitués partout en France.

Un an après environ, où en est cette campagne? Les assises nationales des collectifs qui ont eu lieu le samedi 23 juin ont permis d'en dresser un premier bilan. 80 délégués venus de toute la France ont participé aux échanges du matin<sup>1</sup>. De nombreux éléments positifs sont à mettre au crédit de la campagne. Les réponses aux grandes questions sur la dette française sont désormais connues et le travail d'éducation populaire doit continuer à les diffuser largement. Comme certains collectifs ont commencé à le faire, l'audit est à approfondir en ce qui concerne les collectivités locales. La forte présence des régions marque un enracinement des collectifs, confirmé par le compte-rendu de leur activité: un foisonnement de diverses initiatives et la production de différents supports de diffusion<sup>2</sup>. Mais développer plus avant la campagne nécessite de répondre à certaines limites de la dynamique des collectifs.

Au-delà de l'absence d'un mouvement social d'ampleur, il y a d'abord le manque d'implication des organisations syndicales et politiques dans la campagne. Très peu étaient présentes lors des assises et la logistique de la campagne

repose, de fait, sur Attac et le CADTM. Mais ensuite, et surtout, le manque de perspectives claires. Par exemple, il n'y a pas, pour l'instant, de dates communes à l'ensemble des collectifs en France; aucune structure nationale regroupant les différents signataires n'établit une feuille de route qui oriente l'activité des collectifs. Les rencontres sont donc davantage un lieu d'échange d'idées que d'élaboration de perspectives communes: à chaque collectif de reprendre certaines des propositions afin d'organiser son activité. Ce fonctionnement est à la fois une force de la campagne, permettant la créativité, une grande ouverture et la diversité des initiatives collant au près des enjeux locaux: tout est possible dans cette campagne. Mais avec un risque corollaire: l'éparpillement de l'action des collectifs et une forme d'attentisme qui pourrait les voir s'anémier faute de «grain à moudre».

Une série d'initiatives ont été discutées le 23 et attendent ainsi d'être reprises par les collectifs: tournées d'une délégation de femmes contre l'austérité<sup>3</sup>, d'une délégation de syndicalistes européens, mobilisation pour un référendum sur le pacte budgétaire (notamment des réunions publiques avec des syndicalistes sur les conséquences de l'adoption du pacte budgétaire sur le droit du travail). L'idée est à la fois de se donner des outils favorisant la mise en activité de tous ceux qui veulent combattre les politiques d'austérité et l'implication des syndicats. Enfin le profil futur de la campagne portée par

les collectifs reste ouvert. S'ils peuvent jouer un rôle important dans la bataille idéologique visant à rendre la dette illégitime à une échelle de masse, ils ne peuvent en rester là et doivent également être le creuset d'un front unitaire contre l'austérité qui organise et regroupe les forces militantes disponibles: altermondialistes, IndignéEs, équipes syndicales et partis.

William Vey

1. Pour plus d'infos: [www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)

2. Voir par exemple l'activité et le matériel des collectifs héraultais sur le blog: <http://cacmpl.over-blog.com>

3. Pour un entretien avec Sonia Mitrailias, à l'origine de cette initiative voir: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org). Pour faire venir la délégation dans sa ville, contacter Christine Vanden Daelen ([christine@cadtm.org](mailto:christine@cadtm.org)) et Pascal Franchet ([snadgfranchet@wanadoo.fr](mailto:snadgfranchet@wanadoo.fr)).

## Les assises des collectifs contre la dette

Un des trois ateliers des assises des collectifs du samedi 23 juin portait sur: «*quelles mobilisations européennes contre l'austérité et le pacte budgétaire?*», faisant ainsi le constat de la diversité et de la force des mobilisations de résistance à l'austérité dans de très nombreux pays en Europe. S'il est clair qu'il y a une nécessité à développer des mobilisations directement à l'échelle européenne, cette volonté rencontre au moins deux difficultés: le manque de réactivité syndicale à l'échelle européenne et le manque d'un cadre commun de mobilisation (agenda) et d'échange. Les interventions lors de l'atelier sont revenues plusieurs fois sur l'importance de renouer avec l'esprit et la méthode des Forum sociaux européens (FSE): se fixer des échéances et axes européens de mobilisation qui sont

ensuite construits nationalement. Car, paradoxalement, c'est au moment où nous en avons le plus besoin que la dynamique des FSE marque le pas en Europe. Or, l'enjeu est bien de fédérer les différents mouvements «antiaustérité» afin de sortir de l'isolement et de rendre visible une alternative. Cette volonté de convergence et de coordination soulève des questions portant sur le type de revendications et les axes de mobilisation unifiants à l'échelle européenne. D'où, encore une fois, la nécessité de cadres européens de discussion. Discuter, planifier et fédérer, c'est dans cette direction que semble aller l'initiative baptisée Florence +10 (par référence au FSE de Florence, en Italie, en 2001) qui est en cours de préparation. Elle devrait avoir lieu les 10 et 11 novembre.



# Pas de sortie de crise dans le cadre national, pour un plan d'urgence européen...

À l'inverse des politiques austéritaires menées en Europe, il est nécessaire d'augmenter les salaires pour vivre correctement et financer la protection sociale. La dette illégitime doit être annulée, les banques et assurances qui ont spéculé doivent être expropriées. Pour cela, il faut bien sûr inverser le rapport de forces, organiser les luttes à l'échelle européenne et mettre en place un gouvernement des peuples en Europe.

Un «pacte budgétaire» combiné à une union bancaire dans le cadre d'une union politique fédérale dont le seul ciment serait financier, la dette, les «eurobonds», le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) auquel succède mi-juillet le Mécanisme européen de stabilité (MES), le tout supervisé par la BCE, tels sont les grands axes du plan de l'Allemagne face à la crise. Cette politique vise à construire un rapport de forces qui plie chaque État à la volonté des seules puissances capables d'éviter l'effondrement de l'Union européenne, l'Allemagne et son alliée la France, pour tenter de surmonter la contradiction qui est au cœur de la crise de la zone euro: une monnaie sans État ou plutôt une monnaie déchirée entre plusieurs États aux intérêts divergents. La seule voie capitaliste pour éviter l'implosion de l'Europe est que les puissances dominantes soient capables d'imposer une unité par la contrainte économique et financière. Cette voie est celle de la dictature des marchés... Elle foule aux pieds les droits démocratiques comme les droits sociaux, nourrit la dette et entraîne la récession. Elle exige une réponse globale qui lie la défense des droits sociaux à la conquête de la démocratie au niveau européen.

## LE CAMP DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Les causes profondes de la crise de l'euro ne sont pas des problèmes de technique budgétaire ou financière. Elles sont sociales et politiques, déterminées par les rapports entre les classes. Les bourgeoisies européennes se sont alliées pour faire face à la concurrence mondiale en tentant de sortir de leurs divisions de nations de la vieille Europe; elles ont créé un marché commun puis une monnaie unique sans pour autant être capables de dépasser ces divisions.

Leur politique était minée par une double contradiction, leur lutte contre leur classe ouvrière et leurs rivalités pour l'appropriation des richesses produites. C'est le développement de cette double contradiction qui conduit à la crise actuelle dont les symptômes sont la dette, l'austérité et la crise des institutions européennes. Les bourgeoisies européennes sont incapables de dépasser ces contradictions, seule la classe ouvrière est à même d'indiquer le chemin pour sortir de la crise car elle n'a aucun privilège national à défendre. Elle seule est capable de résoudre la question sociale et nationale de façon démocratique. C'est bien pourquoi l'issue de la crise de leur Europe passe par la mobilisation du monde du travail sur le terrain politique pour défendre ses droits, défense indissociable de la lutte pour une autre Europe qui ne

soit pas celle de la concurrence et du profit mais celle de la solidarité et de la coopération.

## STOPPER LES PLANS D'AUSTÉRITÉ, ANNULER LA DETTE, DÉFENDRE LES DROITS SOCIAUX

La première dimension de la crise européenne s'intègre aux mécanismes de la crise globale du capitalisme mondial, suraccumulation de capitaux d'un côté, limite et recul de la consommation des masses de l'autre, chute des profits compensée par les spéculations et une accentuation des rapports d'exploitation. À l'origine de la dette, la volonté des États de se porter garants de la rentabilité financière de l'économie, de consolider le système financier miné par les spéculations qui visent à pallier la difficulté de réaliser les profits. L'issue combine la lutte contre les conséquences de l'exacerbation de l'exploitation avec celle contre la suraccumulation du capital et les spéculations financières.

Il n'y a pas de réponse à la crise qui ne commence par le changement du rapport de forces en imposant une autre répartition des richesses. L'augmentation des salaires pour vivre dignement et financer la protection sociale et les régimes de retraite, la fixation d'un salaire minimum européen, l'éradication du chômage et de la précarité par l'interdiction des licenciements, la répartition du travail en diminuant le temps de travail sans réduction de salaire et en créant des emplois, la lutte contre les privatisations par le développement des services publics sont les axes autour desquels se joue et se construit le rapport de forces.

Elles débouchent directement sur le refus de payer la dette, l'exigence d'un audit populaire en vue de son annulation. Il ne saurait s'agir de simples allègements comme ceux qu'ont décidés les créanciers de la Grèce. Ceux-ci ne visent qu'à maintenir en vie le débiteur pour continuer

à le saigner. Il s'agit, au contraire, de prendre le mal à la racine pour en finir avec la soumission des États aux intérêts de l'aristocratie financière.

## POUR UN SERVICE PUBLIC BANCAIRE

Cette politique implique une refonte globale du système de crédit qui doit devenir un service public au service de la société et non du profit et des spéculations. Les États doivent être en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique et donc disposer d'instruments pour réaliser des investissements, financer les dépenses publiques. Pour cela, il faut exproprier sans indemnisation les banques pour les socialiser sous le contrôle de la population. Le secteur des assurances est aussi au cœur de la crise actuelle. À la recherche du maximum de profit immédiat, elles ont spéculé

dangereusement avec les primes payées par les assurés, avec l'épargne récoltée sous la forme d'assurance vie ou de cotisations volontaires en vue d'une retraite complémentaire. L'expropriation des assurances est la seule possibilité d'éviter leur débâcle pour protéger petits épargnants et assurés.

## LA RÈGLE D'OR D'UNE FISCALITÉ ANTICAPITALISTE

L'union budgétaire dont se revendique Angela Merkel se construit autour de la règle d'or de l'austérité pour réduire les déficits. C'est bien l'inverse qu'il faut faire, instituer une fiscalité anticapitaliste qui donne aux États les moyens de financer leur politique. Il s'agit de mettre fin à la baisse des impôts sur les revenus les plus élevés et sur les grandes entreprises, ces cadeaux fiscaux qui ont pour l'essentiel alimenté la spéculation et l'accumulation de richesses entre les mains des plus riches. Le but est une augmentation des recettes publiques, notamment via l'impôt progressif sur le revenu des personnes physiques les plus riches, l'impôt sur le patrimoine à partir d'un certain montant et l'impôt sur les sociétés. Cette augmentation des recettes doit aller de pair avec une baisse rapide du prix d'accès aux biens et services de première nécessité (aliments de base, eau, électricité, chauffage, transports publics, matériel scolaire...), notamment par une réduction forte et ciblée de la TVA sur ces biens et services vitaux. Certes, les politiques budgétaires et fiscales ne pourront être uniformisées d'un coup de baguette magique car les économies européennes présentent de fortes disparités, mais coordonnées pour qu'enfin émerge une solution «vers le haut».

## DES EXIGENCES QUI NE PEUVENT S'APPLIQUER QU'AU NIVEAU EUROPÉEN

La sortie de l'euro est souvent présentée, y compris à gauche, comme une des conditions pour sortir de la crise. C'est une erreur car si les luttes gardent pour cadre premier l'arène nationale, la zone euro et l'UE sont l'espace politique réel dans lequel doit s'inscrire la lutte du mouvement ouvrier. Et, en fait, le problème n'est pas l'euro mais bien la politique, dont il est l'instrument, définie par les traités qui régissent l'Union européenne, la zone euro et la BCE. Un gouvernement soucieux de défendre les intérêts de la population aurait à abroger ces traités. Par exemple, les articles 63 et 125 du traité de Lisbonne interdisant tout contrôle des mouvements de capitaux et toute aide à un État en difficulté. Il faut également abandonner le Pacte de stabilité et de croissance. Le MES doit être éliminé. Au-delà, il faut remplacer les actuels traités par de nouveaux dans le cadre d'un véritable processus constituant démocratique afin d'aboutir à un pacte de solidarité des peuples pour l'emploi et l'environnement. Toute politique qui d'une façon ou d'une autre justifierait un repli national serait

une erreur qui profiterait aux forces populistes. Les économies des différents pays sont tellement interdépendantes, et pas uniquement sur le plan financier, que toute issue démocratique de la crise passe par la construction d'une autre Europe.

Il faut revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique de la BCE qui, au lieu d'être l'instrument des banques et des financiers hors du contrôle des États, doit être intégrée dans un service public bancaire européen coordonné dans le cadre États-Unis européens. Ce service public bancaire sera le réseau nourricier d'une Europe bâtie sur la solidarité et la coopération, l'instrument d'une planification démocratique.

## CONQUÉRIR LA DÉMOCRATIE, LE DROIT ET LES POSSIBILITÉS DE CONTRÔLE

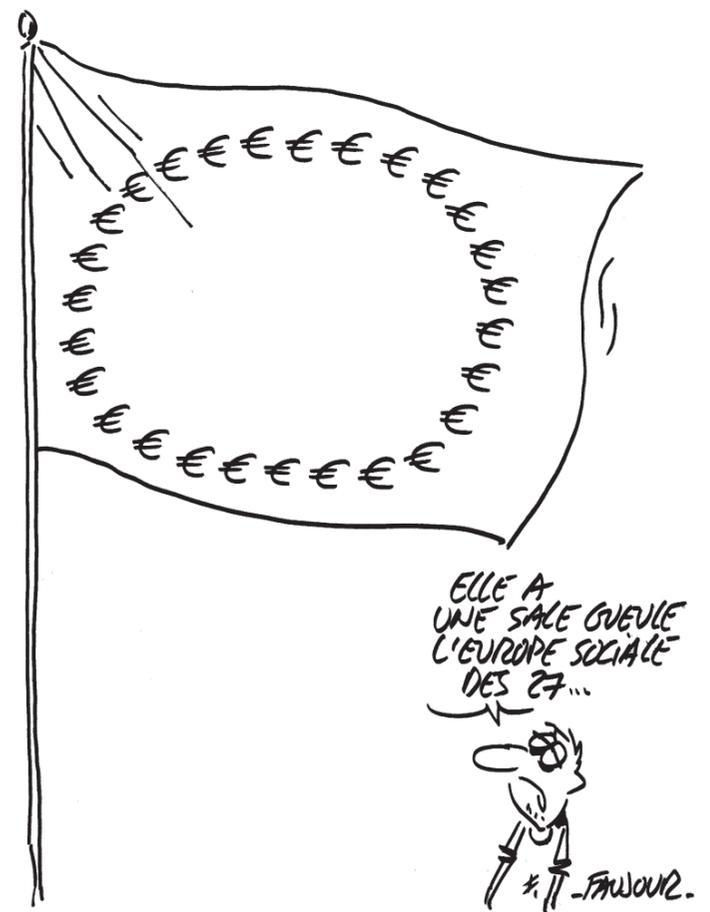
La mise en œuvre de cette politique nécessite la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires, un gouvernement démocratique

des travailleurs regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs. Un tel bouleversement ne pourra rester enfermé dans le cadre des frontières nationales, il s'étendra à toute l'Europe pour mettre en œuvre un processus constituant en vue de la construction d'une Fédération des États socialistes d'Europe.

Cette dernière s'affranchira radicalement des politiques libérales et impérialistes pour mettre fin à la politique de forteresse assiégée, pour devenir un partenaire solidaire à l'égard des peuples opprimés de la planète. Le premier pas dans ce sens sera l'annulation de la dette du tiers monde pour avancer vers une politique de coopération internationale.

L'annulation de la dette est devenue le dénominateur commun de toutes les luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaitre



**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
François Coustal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®